



le monde
Libertaire

ISSN 0026-9433

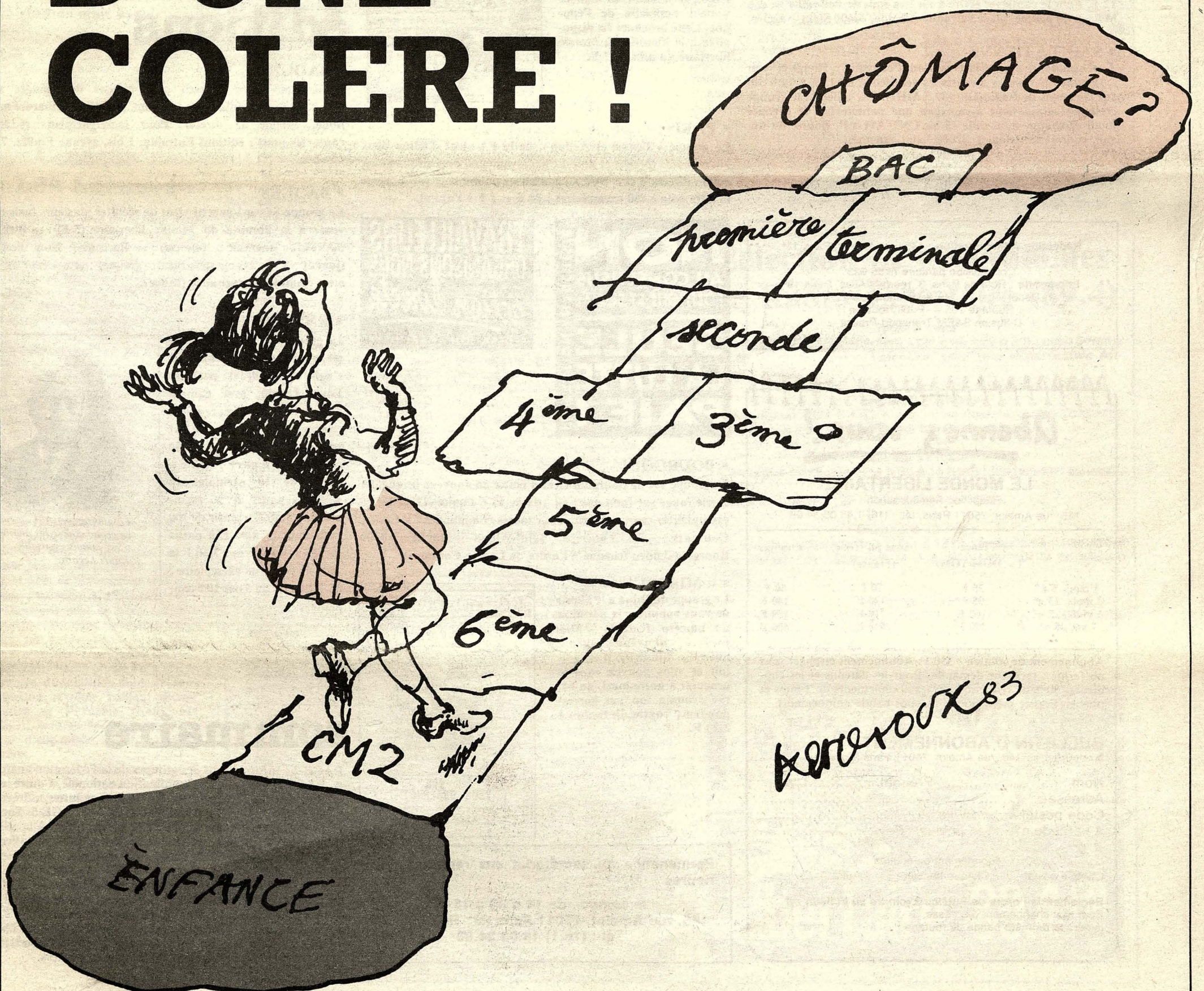
Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°742 JEUDI 9 MARS 1989 10,00 F

**INSTITS EN GREVE,
PROFS EN GREVE,**

LES RAISONS D'UNE COLERE !



communiqués éditions

• ANNECY

Le Centre d'étude libertaire de la région annécienne informe tous les anarchistes et libertaires de Haute-Savoie, qu'une réunion-débat, intitulée « Les après-midis libertaires » se tiendra le samedi 11 mars 1989 à 14 h, quai des Clarisses (Manufacture, Annecy). A cette occasion, une table de presse sera tenue.

• AIX-EN-PROVENCE

Une liaison vient de se créer sur Aix-en-Provence. Pour tout contact, écrire aux Relations intérieures qui transmettront.

• TOULON

Le groupe Région-toulonnaise et le Centre d'étude et de culture libertaire organisent un concert « Rock antifasciste », le samedi 25 mars à partir de 20 h 30, salle de la Bourse du travail, à la Seyne-sur-Mer, avec « Les rats » et « Kurt » (stand-buvette).

• SEVRAN-BONDY

Le groupe Sevrans-Bondy organise, le vendredi 10 mars à 20 h 30, une réunion-débat sur le thème : « Des municipalités à la commune libertaire ». Cette réunion se déroulera au centre ALFA, 3, allée des Pensées, 93 Bondy (entrée au 152 sur la RN 3). Tous les sympathisants sont conviés.

• LILLE

Quel syndicalisme aujourd'hui ? C'est sur ce thème que le groupe Benoît-Broutchoux organise un forum-débat le samedi 11 mars, de 14 h à 19 h, au Centre culturel libertaire de Lille, 1/2, rue Denis du Péage, métro Fives (tél. : 20.47.62.65). Un film vidéo consacré à l'histoire de l'anarcho-syndicalisme en France sera projeté à cette occasion. Enfin, seront présents des membres du SSUD, de la CGT, de FO, de la CFDT, de la CNT, de la Coordination infirmière, de la coordination des personnels de l'éducation et du SLT (Usinor-Dunkerque).

• SAINT-NAZAIRE

Le groupe de Saint-Nazaire assure la vente du « Monde libertaire » tous les dimanches matins sur le marché, de 10 h 30 à 12 h. Pour le contacter écrire à : « Les amis de Pelloutier », c/o Maison du peuple, place Salvador-Allende, 44600 Saint-Nazaire.

• SAINT-ÉTIENNE

Après plusieurs mois d'interruption, l'émission « Rouge et Noir - Tribune libertaire » a repris les vendredis, de 13 h à 14 h 30, sur les ondes de Radio-Dio (89.5 MHz). Par ailleurs, le groupe Nestor-Makhno tient à nouveau une permanence le premier jeudi de chaque mois salle 15 bis CNT-AIT-LP, Bourse du travail, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.

• AFFICHE

Les groupes « Les Temps Nouveaux » de Brest et Henry-Poulaille de Saint-Denis ont édité en commun une affiche : « Gérons la ville nous-mêmes » (format 50 x 70). Elle est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 0,80 F les dix, 3 F l'unité ; 0,80 cts l'unité par paquet de 10 exemplaires.



• « LECLERC, L'AMI DU PEUPLE »

Les éditions Partage Noir viennent de sortir une nouvelle brochure sur la Révolution française. Cette brochure se veut la première étude en français sur l'un de ses agitateurs : Leclerc d'Oze. Elle est suivie d'articles tirés de son journal (repris de Marat) « L'Ami du peuple ». Un témoignage inédit sur le mouvement populaire de l'époque. Cette brochure est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 7 F.



• PARIS

Le groupe « Pensée et Action » de la FA vient d'éditer deux autocollants (blancs et noirs) : « Travailleurs, organisons-nous, action directe » et « Non au consensus politique et social, seule la lutte paie » (50 exemplaires : 20 F et 1 F à l'unité).



• BOURGOIN

Le groupe FA de Bourgoins vient d'éditer un nouveau briquet (A cerclé rouge sur fond noir) au prix de 15 F l'unité (120 F les 10 exemplaires), port compris. Pour toutes commandes : « Contre Courants », La Ladrère, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoins-Jallieu (chèque à l'ordre de Contre Courants).

• « MISTOUFE »

Le groupe de Dijon a le plaisir de vous annoncer la parution du numéro 1 de la « Mistoufe », nouveau journal libertaire dijonnais. Il est gratuit et vous pouvez vous le procurer à notre local, au 61, rue Jeannin, ou par correspondance contre un timbre à 2,20 F.



Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M° République)
Tél : (16.1) 48.05.34.08

communiqués

• GRENOBLE

L'Association de réflexion anarchiste (ARA) organisera une semaine libertaire au 102, rue d'Alembert. Rappelons qu'à cette adresse se trouve un squatt géré par plusieurs associations. Cette semaine se déroulera de la manière suivante : à partir de 17 heures, porte ouverte avec projection d'un film vidéo suivie d'une causerie ; à 21 heures, une conférence-débat. Lundi 3 avril : « Ecoutez May Picqueray » ; « Le fédéralisme et l'internationalisme », animé par Gaetano Manfredonia de la Fédération anarchiste. Le mardi 4 avril : « L'orchestre noir » ; « Les croyants face à la religion », animé par Marc Prévôtel avec la participation de la Libre Pensée de l'Isère. Mercredi 5 avril : « Histoire de l'anarcho-syndicalisme en France » ; « Où va le syndicalisme ? », animé par des syndicalistes de la CNT, de l'USI.... Jeudi 6 avril : « De Toda la vida » ; « La femme face aux pouvoirs », animé par Pepita, militante de Femmes libres. Vendredi 7 avril : « Ecoutez Eugène Bizeau » ; concert avec Marie-Josée Vilar. La participation aux frais s'élèvera à 20 F par jour, 50 F pour le spectacle du vendredi soir. Une carte de soutien, pour la semaine complète (du lundi 3 avril au vendredi 7 avril, à Grenoble) permettant l'accès à toutes les activités, est disponible dès maintenant au prix de 100 F à l'adresse suivante : ARA, 102, rue d'Alembert, 38000 Grenoble.

• BORDEAUX

La réunion du groupe Sébastien-Faure a lieu tous les derniers dimanches du mois, à partir de 10 heures au siège, 7, rue du Muguet. Réunion hebdomadaire tous les vendredis à 19 heures au siège. Débats sur les questions d'actualité, culturelles ou diverses. Tous les anars et sympathisants sont fraternellement invités (tél. : 56.81.01.91).

éditions

• BADGES

Le groupe Sacco-Vanzetti peut réaliser des badges selon maquette fournie (diamètre : 38 mm, plastifiés, armature métallique, épingle de sûreté). Pour renseignements et tarifs, contactez-nous : éditions Entraide, 1 bis, avenue Emilie, 77500 Chelles.

• BADGES

Le groupe Sacco-Vanzetti vient de rééditer plusieurs badges, en vente à la librairie du Monde libertaire (5 F) : « Religion, oppression mentale » (mauve) ; « Racisme ? Non merci ! » (jaune) ; « Un avenir sans futur » (jaune) ; et « Céder un peu, c'est capituler beaucoup » (rouge).

• ENVELOPPE

Le groupe du XI^e vient d'éditer une nouvelle enveloppe. Il s'agit du militant pacifiste Louis Lecoin, avec comme phrase : « La guerre, ce crime contre les peuples, n'est jamais excusable ». Elle coûte : 1,80 F pièce ; 1,50 F à partir de 10 exemplaires ; 1,30 F à partir de 50 exemplaires ; 1,10 F à partir de 100 exemplaires ; 0,80 F à partir de 500 exemplaires ; 7,50 F la série de 5 fois un exemplaire ; 65 F la série de 5 par 10 exemplaires.



La guerre, ce crime contre les peuples, n'est jamais excusable. Louis Lecoin.

sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste — PAGE 3, Education : Coordination nationale, Contre le plan gouvernemental, Editorial — PAGE 4, Les luttes : Grève à la COMATEC, La CNTF à la COMATEC — PAGE 5, Société : Coordination nationale antifasciste, Licenciement à la clinique du Tondou — PAGE 6, Société : La journée du 8 mars, Femmes et infirmières — PAGE 7, Social : Brèves écolo, Ecologie et gestion directe, Konrad Lorenz — PAGE 8, Société : « Politis », Prisons, Accident du travail, Le choix de la mort — PAGE 9, Informations internationales : Mexique, Allemagne fédérale, Uruguay — PAGE 10, Dans le monde : Pérou, Iran — PAGE 11, Expressions : Cinéma, Note de lecture, Disque, Thomas Bernhard, Sélection de programmes de Radio-Libertaire — PAGE 12, Société : Gestion communale et emplois.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien ☐
Chèque postal ☐ Chèque bancaire ☐ Autre ☐

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande de routage.

ÉDUCATION NATIONALE Against Jospin

DÉCIDÉMENT, plus on en connaît du projet Jospin, plus il apparaît que l'on continue à se moquer des profs. Sous Mitterrand II, c'est l'ère du mensonge et du mépris. Mépris, effectivement, car Jospin n'envisage aucune revalorisation financière réelle du métier. Mais sait-on qu'un inspecteur de police stagiaire (niveau BAC) touche aujourd'hui autant qu'un agrégé (BAC + 5) ? Se souvient-on du poids de la loi de programmation militaire (495 milliards sur 5 ans) par rapport à la loi d'orientation de l'Éducation nationale (dernièrement, 12 milliards sur 2 ans). Mais, pour avancer un peu l'ensemble des mesures de revalorisation, de créations de postes, de constructions, la Commission des finances de l'Assemblée chiffre la dépense à 40 milliards au minimum ! Mépris toujours : le système des primes « au mérite » est une magnifique opportunité ouverte à l'arbitraire des proviseurs. Plus on cirera les pompes, plus on pompera de sous.

Et des mensonges, enfin, par foisons. C'est ainsi que le candidat Mitterrand, en 1981, promettait 25 élèves par classe immédiatement en collège et en lycée. Désormais, Jospin annonce que nous en aurons 35, mais dans 5 ans au mieux. Mitterrand II, dans sa « Lettre à tous les Français », plaçait l'école comme « priorité des priorités ». Budgétairement, l'effort consenti demeure parfaitement dérisoire. Car il ne faut pas s'y tromper, c'est tout simplement le démantèlement d'une école théoriquement « égale pour tous » qu'inaugure le projet Jospin. A deux niveaux, au minimum ; premièrement, cette loi d'orientation associe à son financement les communes. Cela signifie que les communes riches, constituées de quartiers aisés aux populations les plus fortunées, pourront s'offrir des lycées et des collèges suffisamment équipés. Pour les communes pauvres, c'est la misère qui s'accroît. Enfin, Jospin veut diminuer les rythmes scolaires. Pourquoi pas ? Sauf que, là encore, s'amplifient les exclusions. Les couches sociales démunies, incapables de payer à leurs enfants des activités culturelles ou sportives, les abandonneront plus que jamais devant Goldorak ou Dorothea, ou zonant dans les cours des HLM.

A la précarisation d'une large fraction des salariés correspondra désormais une école à deux vitesses. N'anticipons pas malgré tout : pour l'instant, c'est la galère pour tous...

Et vogue la galère !

Les collèges demeurent exsangues. Depuis 3 ans, près de 6 000 postes y ont été supprimés. Pour la rentrée 1989, le ministère persiste et signe : ses services annoncent 2 150 nouvelles suppressions. Les conséquences restent partout identiques : resserrement des options, montée des effectifs par classe, impossibilité d'instaurer des dédoublements ou du travail en groupes restreints.

Dans ces conditions, comment croire aux discours officiels sur la nécessaire individualisation du suivi des élèves, sur l'amélioration des conditions de travail des profs et des enfants ? Ce sera encore plus d'élèves par classe. Et c'est aujourd'hui plus de classes par enseignants, du fait notamment des diminutions d'horaires par classe déjà appliquées en français (4 h 30 au lieu de 5 h) et en mathématiques (projet de 3 h au lieu de 4 h). Par ailleurs, l'arrêt des dédoublements dans les matières scientifiques, qui devient de règle (technologie, scien-

ces naturelles, sciences physiques), rend l'expérimentation impossible ou dangereuse.

Les lycées, quant à eux, sont absolument bondés. Au moment où le budget a été conçu, le ministère prévoyait 72 000 élèves de plus en seconde, première, terminale. Or, la somme des prévisions rectorales en janvier 1989 avoisine déjà les 85 000 élèves supplémentaires, et tout indique qu'il ne s'agit là que d'un plancher. Il faudra que l'on nous explique comment « individualiser » les rapports entre élèves et profs dans des classes de 40 enfants, alors même que les deux derniers rangs ne voient plus le tableau !

Comme d'habitude, dans ces conditions, ce sont les élèves au capital culturel initialement le plus modeste, issus des milieux les plus défavorisés, qui sont à tout jamais dans l'échec scolaire, en dévalorisant cette école de classe qui ne cesse de les dévaloriser. Est-ce de la sorte que l'on compte amener 80% d'une classe d'âge au niveau du BAC ? Ou s'agit-il, ici encore, d'une pure démagogie électoraliste ? Oui, véritablement, les profs ont quelques raisons de se révolter.

Ils ne défendent pas uniquement leurs conditions de travail sans cesse dégradées, ils s'engagent fondamentalement pour que l'enseignement soit de qualité et que tous puissent également en bénéficier.

Des exigences minimales

Qui rêve encore actuellement d'enseigner, de dispenser du savoir, de tenter d'éveiller ? Le statut social des profs s'est si considérablement abaissé. Les jeunes n'ont plus Sartre ou Foucauld comme modèles, mais Tapie, Minc, Coluche, Kouchner. On se moque de la philo, c'est une école de commerce qu'on espère.

La revalorisation sociale du professorat passe par une revalorisation financière minimale. C'est pourquoi, nous revendiquons immédiatement 2 000 F supplémentaires pour tous, et une revalorisation indiciaire générale d'au moins 20% de l'indice moyen de chaque catégorie. C'est pourquoi nous réclamons sans plus attendre la titularisation avec formation de tous les auxiliaires (AE ou MA). L'essentiel pourtant est ailleurs. Car ce qu'il nous faut désormais, ce sont des moyens sérieux pour travailler autrement (développer une pédagogie anti-autoritaire) et œuvrer à enrayer l'échec scolaire et l'exclusion sociale. Cela passe par l'embauche massive de personnels qualifiés (dans les zones d'éducation prioritaires, en premier lieu) et par l'organisation d'une réduction des effectifs par classe (24 élèves au maximum).

Nous n'obtiendrons satisfaction qu'en dépassant les sempiternelles querelles et divisions intéressées des états-majors syndicaux, en participant à toutes les mobilisations et à toutes les formes de luttes : grèves, rétentions des notes, boycott des conseils de classes et des examens... Seule notre radicalité, seule notre union inter-catégorielle peuvent l'emporter. Car l'école ce sont tout autant des agents de service ou le personnel administratif, que le corps des profs. Tous les personnels de l'Éducation nationale (quels que soient leurs rangs et leurs statuts) doivent se coordonner pour revendiquer côte à côte et infléchir enfin la politique d'austérité de Rocard d'Estaing. Autrement, avec l'Europe de 1993, nous embarquons pour 20 ans de galère.

Willy PELLETIER
(Gr. Benoît-Broutchoux de Lille)

ÉDUCATION NATIONALE Enseignants en lutte

LE 28 février, a débuté le mouvement de grève à l'appel du SGEN-Paris et de la Coordination des instituteurs de la région parisienne. Le jeudi 2 mars, le SNI (rejoint en dernière minute par le SGEN) appelait à une journée de grève pour réclamer que la spécificité du collège soit prise en compte. Veuillez comprendre par là que la direction nationale entendait manifester sa désapprobation de la suppression du corps de collège et continuer à mener la guerre au SNES. La coordination nationale appelait à faire grève ce même jour pour discuter du plan Jospin, et pour que des assemblées générales se tiennent dans les écoles en vue de mandater des représentants à l'assemblée générale de la Coordination nationale du week-end des 4 et 5 mars sur la question de la grève reconductible. Ce qui est significatif de cette journée, c'est tout d'abord que 60% de la profession était en grève. Mais le SNI national (tendance UID, proche du PS) n'appelait à aucune manifestation. La tendance « Unité et action » n'a pas non plus appelé à une manifestation, pour ne pas cautionner la direction nationale. Localement, des rassemblements ont eu lieu à l'appel de directions départementales. De son côté, la coordination organisait une assemblée générale suivie d'un meeting.

Samedi 4 mars, près de 100 000 personnes défilaient dans les rues de Paris. Originellement organisée par le SNES, cette manifestation a finalement rassemblé tout ce que l'on peut compter d'organisations syndicales dans l'Éducation nationale, ainsi que la coordination, pour exiger le retrait du projet et de la hiérarchisation à outrance qu'il tente d'imposer, et pour obtenir les moyens réels qui permettent à la profession d'exercer dans des conditions décentes tant au niveau des effectifs, des moyens matériels et de la pratique pédagogique que des salaires.

Ces derniers chiffres ne font que confirmer le mécontentement des enseignants face au plan Jospin et vis-à-vis de leurs actuelles conditions de travail. La mobilisation fut importante, même si dans les assemblées générales de grève, il se trouvait des enseignants pour dire : « Il faut voir, dans le plan Jospin, il n'y a peut-être pas que du mauvais ». Mais en y regardant de plus près, il est indéniable que les propositions de Jospin se trouvent dans la suite directe de ce qu'a fait Monory. Le PS n'a pas fini de faire des désillusionnés.

Là où les choses se compliquent, c'est quant aux actions à entreprendre contre le projet Jospin. Depuis l'interview de Michel Rocard dans le *Monde de l'éducation*, les différents syndicats ont appelé à des journées de grève échelonnées dans le temps, dont on peut se demander si leur but n'est pas plus d'épuiser les gens, que de combattre efficacement le plan Jospin.

Apprenant l'appel à la grève du 28 février, la direction du SNI a lancé un mot d'ordre de grève pour le 2 mars, envoyant à ses sous-sections une lettre pour dire « la grève, c'est le 2 mars », sous-entendu donc pas le 28 février ! Les divisions ne sont pas prêtes de disparaître. D'autre part, les appels à ces grèves successives lancés par les syndicats ne répondent pas aux attentes de leur base ni, plus globalement, à celles du personnel de l'Éducation nationale. Les adhérents ne se retrou-



Manifestation du 28 février.

vent pas non plus dans l'absence de critiques formulées par leur direction syndicale. En revanche, il se dégage une convergence entre des syndiqués SGEN-SNI et des non-syndiqués, sur une plateforme revendicative portant sur une augmentation uniforme des salaires et une amélioration des conditions de travail. Le problème

est : quel terrain pour cette plateforme ? (Cette plateforme n'est pas seulement soutenue par la coordination, elle est aussi soutenue par des minorités syndicales qui ne se retrouvent pas toutes au sein de la coordination) ; quelle unité possible ? Qui est capable de la porter ? La leçon tirée de la grève contre les maîtres-directeurs par les enseignants est qu'il faut que tout le monde parte en grève ensemble le même jour, ni avant ni après. Afin d'éviter que les premiers ne s'épuisent avant d'être rejoints par les autres et que la grève ne s'effiloche.

La Coordination nationale tenue le week-end des 4 et 5 mars aura-t-elle su offrir un terrain de convergence au développement des luttes ? Aura-t-elle permis de dépasser les divisions syndicales ? Aura-t-elle offert aux enseignants la garantie d'une lutte efficace pour « partir en grève tous ensemble le même jour » ?

Comme d'habitude, nous ne pourrions répondre à ces questions qu'en consultant les pourcentages de grévistes. Pour le moment, la coordination a lancé un appel à la grève reconductible à partir du 13 mars, la veille de la table ministérielle sur l'éducation, tandis que les sections départementales SNI de tendance U et A (proche du PCF) appellent à une journée de grève le 14 mars.

Philippe BOUBET
et Monique FIGAROL

Editorial

LORSQU'EN 1789, les sujets de sa majesté — « le bon roi Louis » — furent appelés à nommer leurs représentants et à rédiger leurs cahiers de doléances, tout ce « remue-ménage » s'organisa à partir des communes. Véritable cellule de base de l'organisation sociale, ces dernières retrouvèrent en un rien de temps toute leur vigueur. On nomma des maires, on organisa dans le moindre petit bourg des gardes nationales et, pour le 14 juillet 1790, tout ce petit monde affirma fièrement que l'unité de la nation reposait sur la grande fédération des communes et des citoyens, dont l'imposante manifestation sur le Champ-de-Mars devint le symbole le plus éclatant.

Cette soudaine résurgence de la commune avec ses particularismes, ses franchises, ses coutumes ancestrales, fut sans doute l'élément moteur de la Révolution, grâce auquel purent s'affirmer la liberté et la capacité des masses.

Plus tard, le centralisme de tous les régimes qui suivirent imposa aux communes de France toujours plus de contraintes, d'atteintes aux libertés locales, une tutelle administrative anéantissant tout esprit d'initiative. Quant à la décentralisation administrative de nos « braves socialistes », elle n'est, à tout prendre, qu'une péripétie de plus à mettre à l'actif de ceux qui entendent faire le bonheur des hommes en leur demandant obéissance et résignation.

Ainsi donc, encore et toujours, le 12 mars, les bateleurs de l'estrade politique (tous « fils de 1789 ») nous invitent à participer aux élections municipales. Une élection de plus ! Accréditant l'idée que tout peut encore changer, que grâce aux compétences de quelques spécialistes, la cité peut devenir radieuse et heureuse, ils réclament à nouveau le pouvoir, la démission et le renoncement du plus grand nombre pour satisfaire leurs ambitions personnelles mises, bien sûr, au service de tous.

Évitant soigneusement d'aborder le problème de la délégation de pouvoir, de la dictature de l'administration, tous ces petits hobereaux jouent la carte de la démocratie. Celle qui, très logiquement, fait de chaque citoyen un assisté ; celle qui confère privilèges et pouvoirs aux hommes qui vénèrent la hiérarchie ; celle enfin qui fait du « vote-chèque en blanc » et de la dictature de la majorité un principe sacro-saint. Et quant à l'économie de marché, sa logique et ses conséquences, la propriété enfin, fondement de toutes les inégalités, là, pas un mot bien sûr !

Alors qu'ils soient de gauche ou de droite, il faut bien que, coûte que coûte, la logique du pouvoir passe. Plus on vote dans ce pays, moins on est libre ! Le suffrage universel est une très belle chose, encore conviendrait-il d'en faire un instrument au service de la justice. Il faut le réorganiser, le fédéraliser, le neutraliser, pour que revienne le temps de nos communes, celles d'Ukraine et de Catalogne, celle de Paris enfin.

Non la liberté ne passe pas par la piétaille républicaine aux ordres du pouvoir central. Elle a pour expression la plus parfaite le pacte fédératif ; le seul lien social qui unisse les hommes sur la base de l'égalité, et qui fait du fédéralisme — « la diversité dans l'unité » — la loi de l'humanité.

COMATEC

Les loups hurlent !

AVANT d'aborder en détail les événements nombreux de cette semaine, il me semble intéressant d'essayer de faire connaître plus en détail la vie quotidienne des nettoyeurs de la COMATEC. Les affrontements des dernières semaines — et particulièrement ceux de cette semaine — découlent de la logique que la COMATEC applique à sa gestion du personnel. Tous les faits qui suivent dressent un tableau révélateur de l'état d'esprit de l'encadrement de cette société.

Le quotidien des nettoyeurs

Pour commencer, comme nous vous l'avons déjà expliqué dans les deux derniers numéros du *Monde libertaire*, la COMATEC ne respecte rien et surtout pas sa signature. Le protocole du travail

COMATEC, qui contrôlent celui des nettoyeurs. Ces derniers sont quasiment exclusivement recrutés parmi les gendarmes ou autres militaires à la retraite. Ben voyons ! La procédure est la suivante : appareil photo, vérification, puis souvent la carte d'identité du nettoyeur est demandée. La prime ne varie pas seulement en fonction de la tête du client, mais aussi en fonction de sa couleur et de sa nationalité ! Ceux que la direction de la COMATEC a dans le collimateur voient leurs primes s'envoler inexplicablement.

Alors que des nettoyeurs, au bout d'un certain temps d'ancienneté, pourraient espérer avoir un peu de « promotion » (chef de groupe, par exemple), ils voient arriver des intérimaires français ne connaissant rien au travail prendre ces places.

Au bout du compte, l'encadrement de la COMATEC résume bien le problème : « On a déjà accepté que vous veniez travailler en France, alors contentez-vous de ce qu'on vous donne, sinon rentrez chez vous » !

La COMATEC et les instances représentatives

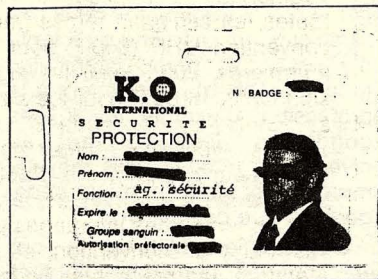
L'attitude de la COMATEC par rapport aux instances représentatives (quoi qu'on pense de leur utilité) est simple : elle les ignore. La COMATEC avait décidé (un exemple parmi d'autres) de passer du nettoyage de 9 points de vente à 18 par nuit. Au lieu du « grand nettoyage », on décide de ne pas faire à fond tous les jours. Puis les 18 restent, mais il faut faire le grand nettoyage. Peu importe le détail, mais un élu du CE intervient pour faire respecter l'organisation du travail décidée et présentée au CE auparavant. Résultat : 5 jours de mise à pied, déqualification et mutation d'office (loin du domicile) !

A quoi les 0,72% patronaux (l'ancien 1% patronal pour l'aide au logement), que doit verser la COMATEC, ont-ils servis ? En principe, c'est le CE qui décide de l'utilisation de ces fonds. Après bien des questions, la COMATEC a fini par dire qu'ils avaient fait des prêts, mais que la loi leur interdisait de citer les noms ! Est-ce que vous commencez à appréhender la vie quotidienne des élus qui ne se sont pas fait acheter, ainsi que celle des nettoyeurs ? Question d'être acheté, la CGT est quasi-

sanctions qui pleuvent. Les procédures de licenciement pouvant permettre de réduire artificiellement les effectifs sans déboursier un centime. Pour préparer le terrain, 147 licenciements économiques en 1986, 300 départs en 1987 (aides au retour et préretraite). Les robots n'étant pas là, la COMATEC embauche immédiatement à peu près le même nombre d'intérimaires et de contrats à durée déterminée. On comprend aisément le malaise qu'elle ressent d'être obligée, comme le demandent les grévistes (conformément au code du travail), d'embaucher les intérimaires et les contrats à durée déterminée.

Les événements de la semaine passée

Nous pouvons en venir directement aux faits, car pour les négociations ce fut le point mort et il n'y a strictement rien à dire. La semaine a encore été émaillée d'incidents. Lundi 27 février, le matin à Nation, premier accrochage entre grévistes et non-grévistes. Comme les semaines précédentes, des « gros bras » sont présents en face. La CFDT et la CNT avaient déjà attiré l'attention de la RATP sur les risques que leur présence engendrait. Peine perdue, mercredi matin de nouveaux affrontements ont lieu. Dans la mêlée, des badges des vigiles sont ramassés. On a enfin la preuve de la présence de « KO international » dans le métro, boîte célèbre pour quelques bavures et son aide à des entreprises en « difficulté » comme, dernièrement, l'imprimerie Jean-Didier face à la CGT.



« KO International », dans tous les sales coups.

Cette semaine a également vu, pour la première fois, l'intervention d'employés de l'Urbaine des travaux du groupe Genest — qui est comme par hasard gros actionnaire de la COMATEC —, pour nettoyer le métro, alors qu'ils sont censés être carrelers ou maçons. Pour protester contre la présence de milices privées, une manifestation a rassemblé plusieurs centaines de nettoyeurs devant le siège de la RATP.

Jusqu'à présent, les ordres semblaient être d'éviter les coups durs. Mais venons-en à vendredi. Pour la première fois, les ordres semblent avoir été différents. Enorme provocation à Nation et à la Gare de Lyon. De nombreux travailleurs de l'Urbaine des travaux nettoient le métro. Immédiatement, des affrontements déburent à Nation, il y a des blessés. Une partie des grévistes se dirige sur la Gare de Lyon où, de nouveau, des travailleurs de l'Urbaine des travaux, quelques non-grévistes et des intérimaires travaillent. La police du district débarque et matraque tout ce qui bouge : menottes, pistolet sur la tempe, tabassage en règle. La journée apporte un bilan de 18 interpellations, une douzaine de blessés et — rétrospectivement — disons qu'on a flôlé de peu la catastrophe. Gageons que le fond de campagne électorale a joué. Depuis, c'est la curée. Terroristes, fanatiques, chienlit, chacun y va de son

couplet. En tout cas, la motivation des grévistes n'a pas été entamée, puisque plus de 400 d'entre eux étaient présents à l'assemblée générale samedi 4 mars, après-midi, dans une ambiance surchauffée. Pour la première fois, Goumon, le directeur-général, cite la CNT sur France-Inter (appelée, par lui, « la Confédération internationale du travail ») pour dire que

de la reconnaissance de l'égalité entre travailleurs français et immigrés. Même si la COMATEC veut robotiser le métro, les nettoyeurs ne sont pas des robots. Aujourd'hui, je pense qu'on peut monter d'un cran. Il est temps que les ministères se mouillent. Ce n'est pas notre habitude de faire appel à eux, mais l'enjeu devient de taille. Si aucune voix ne s'élève



que nous appelions à salir le métro. Pour la première fois, l'AFP nous a contacté, ainsi que quelques journalistes. Pas du tout intéressés pour connaître notre activité syndicale à la COMATEC, mais déjà friands de faire porter le chapeau des violences.

Les enjeux de la grève

Dès le départ, même si cela n'apparaissait pas dans les revendications, la politique sociale de la COMATEC était bien mise en cause. La lutte, c'était aussi celle

pour protester contre cette intox régulière de la COMATEC, si rien ne vient empêcher la COMATEC de bafouer le code du travail, de piétiner les accords passés, d'attaquer la dignité des travailleurs, et si les ministères (Travail et Transports) ferment les yeux, cela veut tout simplement dire qu'on accepte officiellement qu'il y ait deux poids deux mesures, deux codes du travail : l'un pour les travailleurs français, l'autre pour les immigrés.

ALAIN (CNTF-Transport)

L'implantation de la CNT à la COMATEC

Après des contacts et des discussions qui ont duré plus d'un an, à la fin de l'année dernière, nous décidons de créer une section syndicale à la COMATEC. La section a officiellement désigné un délégué syndical le 7 janvier 1989. Nous en sommes encore dans la phase de création, mais nous comptons déjà entre 50 et 100 adhérents. Il est bien entendu hors de question d'essayer de prendre le temps de préciser les choses en ce moment.

C'est donc notre premier conflit, alors que nous ne sommes pas encore structurés. La grève a démarré le 9 février et dès le 13 nous avons sorti un tract d'appel à la grève reconductible destiné aux travailleurs de la COMATEC. Outre la participation de nos adhérents et militants à toutes les actions entreprises, nous avons fait principalement porter nos efforts sur l'information aux usagers :

- tract « Avis aux travailleurs usagers du métro » (15 000 exemplaires) ;
- tract « Appel aux travailleurs usagers du métro » (8 900 exemplaires) ;
- tract « Le métro est sale, pourquoi ? » (10 000 exemplaires).

Notre union régionale a écrit à la RATP pour protester contre l'emploi de milices privées dans le métro, risquant ainsi de provoquer des incidents graves. Les affrontements à Nation et à la Gare de Lyon étaient prévisibles, et il pourrait y avoir un accident grave.

Notre participation à la manifestation du 17 février, partie de Belleville et s'étant terminée devant le siège de la COMATEC n'est pas passée inaperçue, comme en témoigne le reportage de FR3-Ile-de-France.

Dernièrement, le syndicat a demandé, suite à la demande des militants et adhérents CNT de la COMATEC, la participation aux négociations de son secrétaire. La COMATEC nous a répondu qu'elle n'avait jamais reçu notre lettre déclarant la section et le délégué syndical (alors que nous avons l'accusé de réception), que c'était la première fois qu'elle entendait parler de nous, que nous ne nous étions jamais manifestés et que nous n'existions pas. Pourquoi alors Goumon parle-t-il de nous sur France-Inter ?

Pour l'instant, il n'y a pas de problème avec la CFDT, qui porte tout le poids du conflit. Notre implantation sur une telle entreprise est un test important qui méritera d'être suivi.

Alain CNTF-transport



signé en 1986 et définissant, entre autres, une organisation du travail ne fut jamais appliqué. Avant 1986, les nettoyeurs travaillaient le dimanche. A partir de 1986, le travail du dimanche est supprimé. Pour compenser la perte de salaire, une prime de 550 F par mois est accordée. Inexplicablement, cette prime fond comme neige au soleil pour n'être plus que d'environ 200 F aujourd'hui.

De jour, les nettoyeurs commencent à 9 h, maintenant ils commencent à 7 h 12 (à cause des 39 h). Bien évidemment, entre 7 h 12 et 9 h, c'est la ruée dans le métro. L'endroit que l'on commence à nettoyer à 7 h 12 est rapidement sale. Bilan : régulièrement des sanctions pour ne pas avoir fait correctement son travail. Renseigner les usagers est formelle-



ment interdit aux nettoyeurs du métro, et des sanctions ont été prises à l'encontre de nettoyeurs qui aidaient des usagers à monter des bagages ou qui posaient le balai pour montrer le chemin à des usagers. « La COMATEC ne vous paye pas pour ça ».

Il existe une prime de propreté de 150 F par mois à la COMATEC, et deux types d'inspecteurs. Ceux de la RATP, qui contrôlent le travail de la COMATEC, et ceux de la

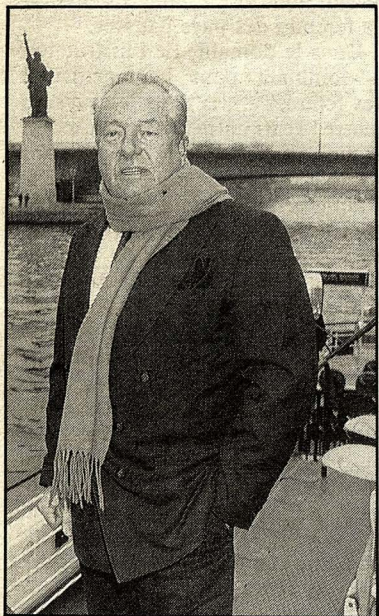
ment un syndicat patronal à la COMATEC et a signé les propositions sans jamais avoir appelé à la grève. Paradoxe, l'UD-CGT de Paris soutient la lutte.

Si vous restituez tous ces événements dans un paysage de futures restructurations (robotisation du métro), vous aboutissez à un accroissement de la charge de travail, qui provoque une baisse de la qualité du nettoyage, des réactions des nettoyeurs, donc des

CNAF Rencontre

SAMEDI 21 et dimanche 22 janvier s'est déroulée à Lyon la 5^e réunion de la Coordination antifasciste (CNAF). La CNAF, rappelons-le, est une structure autonome qui coordonne sur le plan national (comme l'indique son nom) des collectifs qui ont tous en commun :

- la lutte contre l'extrême droite et plus largement contre les idées, pratiques et lois qui mènent au fascisme (expulsions, bavures policières, justice à deux vitesses, militarisation, lois Pasqua-Pandraud...);
- une action pour la défense des droits des immigrés, pour l'égalité des droits...



Ces collectifs sont, pour en citer quelques-uns : le SCALP (Section carrément anti-Le Pen) de Lille, de Toulouse, de Clermont-Ferrand, de Rouen, de Tours, de Nantes, de Reims, de Bordeaux, de Montauban, de Lyon... ; Réflex de Paris, le Crafar de Lille, Black Market de Saint-Etienne, le SKALP iparralde (Pays-basque nord)...

Lors de la réunion, dix villes étaient représentées pour faire le point sur la situation politique actuelle (analyse de la situation du FN et des principaux groupuscules d'extrême droite ; positions des différents partis d'extrême droite). Disons, succinctement, que le courant fasciste représenté par le FN, bien qu'actuellement en baisse, du point de vue électoral (et encore, nous ne le saurons vraiment qu'aux prochaines élections), ne peut plus être considéré comme un « feu de paille ». Tout au contraire. On peut retrouver un certain nombre de ses idées (concernant l'immigration, les mesures sécuritaires, etc.) aussi bien au RPR qu'au PS.

C'est à une banalisation des idées réactionnaires et fascistes que nous assistons ces derniers temps. N'est-il d'ailleurs pas révélateur que l'on annonce la mort prochaine du FN quand il récolte encore 9% des voix au niveau national, et plus de 20% dans certaines villes.

Qu'auraient pensé les mêmes personnes si, il y a 5 ans, on leur avait annoncé de tels résultats ?

Ceci prouve bien que le FN fait maintenant partie intégrante du paysage politique. C'est ce que nous n'acceptons pas. Face à un FN qui essaie de se notabiliser, de prendre une façade honorable, il faut dévoiler son vrai visage. Face à une extrême droite qui tente de s'implanter dans nos foyers, nos lycées, sur nos lieux de travail, il faut réagir radicalement et solidement. C'est cette riposte intransigeante que les collectifs adhérents à la CNAF veulent organiser. Ainsi, dans un second temps, la réunion du 21 et 22 février se centra sur les résolutions à adopter. Elles tournent autour d'un certain nombre de thèmes :

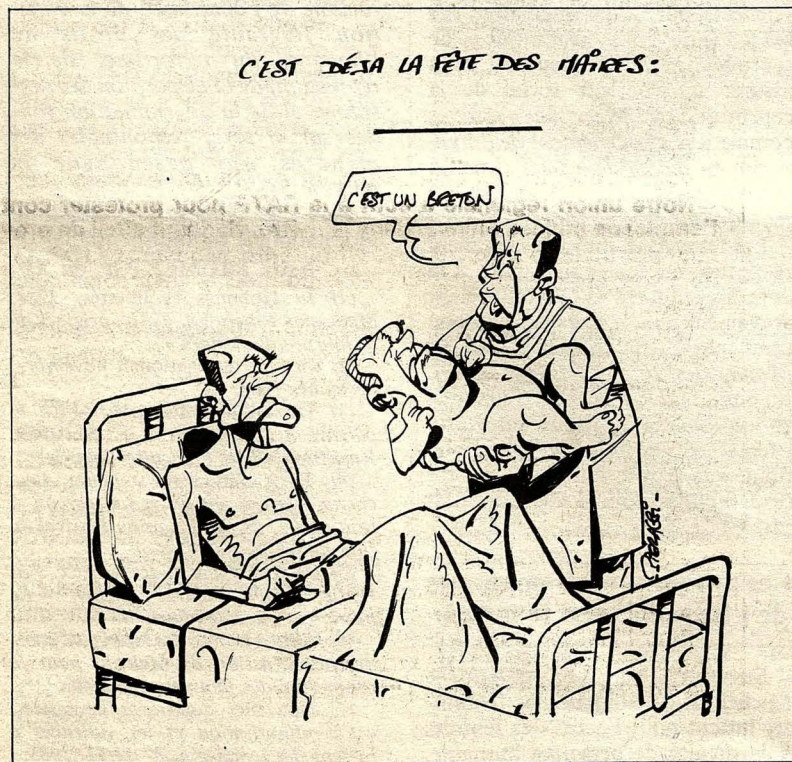
- les élections municipales (mois de mars) et européennes (mois de juin) où les SCALP vont avoir un rôle à jouer (information, manifs, etc.) ;
- la journée européenne antifasciste, antiraciste et antisexistes qui aura lieu le 22 avril 1989.

Dans chaque ville, les collectifs adhérents à la CNAF mèneront des actions autour des thèmes suivants : « Pour une Europe ouverte », « Stop au racisme », « Pas d'espace d'expression pour le fascisme », « Pas de citoyen ni de citoyenne de seconde zone ». En effet, à l'horizon de 1993, il est important de défendre l'idée d'une Europe non fondée sur l'exclusion et la discrimination (à l'égard des femmes, des immigrés, des jeunes et des précaires), d'une Europe basée sur les droits de l'homme, des peuples et des cultures.

Une tournée de concerts antifascistes, avec Laid Thenardier et Dirty District, aura lieu dans une dizaine de villes. Ces concerts seront l'occasion d'organiser des débats, des expositions, des projections vidéo, etc. Le 6 mai, l'un d'eux aura lieu au CCO, à Villeurbanne.

Au travers de ses activités, la CNAF, par le biais des SCALP, espère voir se développer un large courant antifasciste qui, telle une lame de fond, bouleversera les mentalités et les pratiques xénophobes, par trop vivaces dans le pays.

Compte-rendu envoyé par un membre de la CNAF



RÉPRESSION SYNDICALE Le « cas Patrick »

EN octobre 1988, les infirmières de la clinique du Tondu participent au mouvement de la coordination infirmière. Il n'y avait pas de syndicat dans la boîte, pas de réflexion non plus sur la nécessité de se doter d'une structure pour défendre nos intérêts, mais — comme partout ailleurs — un certain ras-le-bol, des conditions de travail pas toujours excellentes et des salaires qui sont loin de correspondre à notre travail réel et à notre niveau de formation. Les aides-soignantes, malgré les pressions de la direction, se joindront un peu au mouvement, et celui-ci bénéficiera du soutien de l'ensemble des travailleurs de la clinique. En effet, il est bien évident que tous les personnels de la Santé ont aujourd'hui besoin de cette revalorisation des salaires.

Le début du mouvement, à la clinique, c'est d'abord une information qui circule sur ce qui se passe à Paris et sur le reste de Bordeaux, et notamment à l'hôpital. Cette information permet alors une réflexion et une prise de conscience qui entraîne une volonté de participer activement. Discussions, on se compte, et finalement nous sommes la première clinique à se mettre en grève à Bordeaux. Ceci a pour effet de stimuler les autres cliniques, qui rejoignent le mouvement lors de la deuxième journée de lutte. Notre clinique participera alors à toutes les journées de grève. En revanche, nous n'aurons pas encore la force et la motivation nécessaire pour nous mettre en grève reconductible, comme cela s'est fait à l'hôpital.

Pour ce qui est des résultats, nous avons obtenu les augmentations « UHP », c'est-à-dire des augmentations appliquées dans toutes les cliniques régies par la convention UHP (500 F pour les infirmières, 200 F pour les aides-soignantes et 80 F pour les aides-soignantes non diplômées).

Nous avons pu profiter de la grève pour négocier sur d'autres points propres à la clinique, la plupart du temps des avantages prévus dans la convention et qui n'étaient pas respectés. En bref, même si nous sommes loin des revendications de départ, des avancées déjà importantes et — pour la première fois à la clinique — la réunion des forces de toutes et de tous pour faire céder la direction sur un certain nombre de points et obtenir la signature d'un protocole d'accord.

C'est durant le mouvement que mûrit l'idée de mettre une structure en place pour préserver nos acquis, pour éviter que les choses ne redeviennent tout à fait comme avant, et même pour continuer à faire reconnaître nos droits. A Bordeaux, certains se sont mis en association. Cela est loin de nous sembler suffisant, et nous optons pour un syndicat et faire du syndicalisme. Vu que le fait d'avoir à choisir l'une des grandes centrales syndicales ne correspond pas à l'ensemble des motivations des gens, nous prenons la décision de créer notre propre syndicat, lequel a pour but de permettre à l'ensemble des travailleurs de la clinique (qu'ils soient personnel de Santé ou non) de se défendre : c'est le STT, Syndicat des travailleurs du Tondu. Son fonctionnement se fait sur la base de décisions prises en assemblées générales. Les assemblées générales se déroulent en moyenne une fois par mois, et le STT se met à préparer activement les élections des délégués du personnel.

Nous nous fixons, comme tâche première, un important travail de formation et d'information syndi-

cale : apprendre à connaître nos droits pour mieux nous défendre, et apprendre le fonctionnement de la clinique (de A à Z) pour voir ce qui ne va pas et être capable d'élaborer des contre-propositions sérieuses.

Nul besoin de dire que même si la direction fait des déclarations de principe sur le fait que nous avons le droit de faire du syndicalisme, elle ne voit pas tout ça d'un bon oeil.

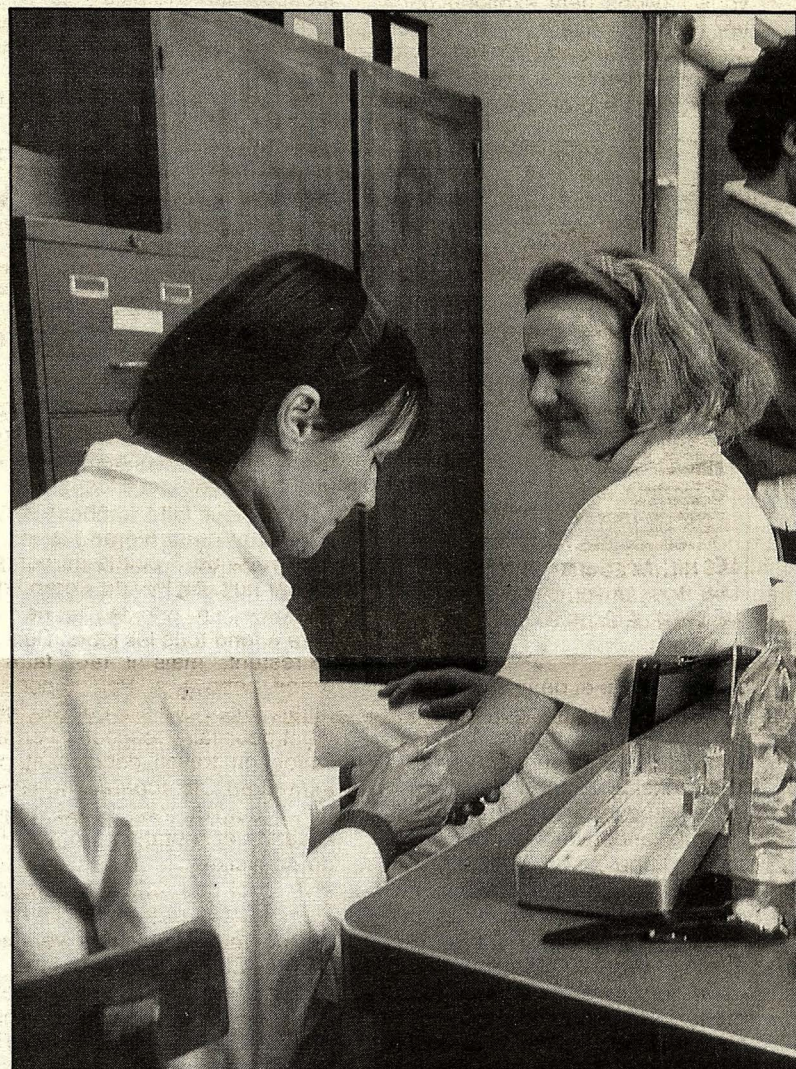
Licencié parce que mal rasé !

Pour ma part, je travaille à la clinique depuis presque trois ans. J'ai bien sûr participé au mouvement de la coordination infirmière et à la création du syndicat. Celui-ci

licencierait. Je ne vois reprocher une tenue incorrecte, faute d'avoir pu trouver une erreur dans mon travail professionnel. A noter que je n'ai pas modifié ma tenue depuis que je travaille dans la maison. Je suis licencié le jour-même. Motif : avoir été mal rasé !

Face à ce licenciement abusif, il y a bien sûr les prud'hommes. Mais il y a aussi la solidarité, c'est la raison pour laquelle nous avons créé un comité de soutien autour du « cas Patrick » avec l'ensemble des membres du groupe E. Goldman.

En effet, il nous paraît important de faire connaître publiquement la vérité sur cette affaire et de créer un rapport de forces suffisant pour pouvoir exiger la réintégration d'un militant syndical.



compte aujourd'hui plus de 50 adhérents sur un total de 215 employés. Ça commence à faire trop pour la direction. La répression se met en place.

Tout d'abord, on me demande de quitter mon poste de nuit pour passer de jour. Rien ne motive en réalité cette décision, si ce n'est la volonté de provoquer mon départ. Je commence par refuser cette mesure arbitraire. La direction s'empresse alors de contester auprès du tribunal d'instance ma nomination en tant que délégué syndical, arguant du fait que le syndicat ne serait pas représentatif.

Pour éviter de perdre mon emploi en même temps que la protection liée à mon mandat, en cas de défaite devant le tribunal, j'accepte de passer de jour. Il est clair que la direction, aidée des chirurgiens (la plupart actionnaires) m'attend au tournant. Le 17 février 1989, le tribunal d'instance annule ma désignation en expliquant que, malgré son nombre de syndiqués, le STT n'apporte pas la preuve d'un travail effectif au sein de la clinique. Nul n'a eu l'idée d'attendre le résultat des élections de délégués du personnel pour juger de la représentativité du syndicat.

Le 22 février 1989, je suis convoqué à un entretien de pré-

Il nous paraît important, aussi, de faire savoir à un patron qui montre si peu de respect pour le droit syndical, que celui-ci existe et qu'en 1989 il a toujours le soutien de la classe ouvrière. A l'heure où les professions de la Santé redécouvrent le syndicalisme, il s'agit de soutenir celles et ceux qui se jettent dans la bataille. Le fait de montrer qu'un renvoi pour activités syndicales puisse donner lieu à une forte mobilisation aura peut-être le mérite d'éviter la même aventure à d'autres.

Au-delà du soutien apporté à la seule personne qui est licenciée, il s'agit également d'apporter un soutien extérieur à l'ensemble de celles et de ceux qui restent à la clinique confrontés à la répression patronale, ceci pour une activité syndicale.

Licenciement abusif, non-respect du droit syndical, vous ne nous ferez pas taire, et vous ne nous empêcherez pas d'agir.

Patrick AGUIAR
(Gr. Emma Goldman)

Pour tout contact : Comité de soutien à Patrick Aguiar, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux (tél. : 56.81.76.29). Vous pouvez aussi protester auprès de la clinique du Tondu, 145, rue du Tondu, 33000 Bordeaux.

LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES Autour du 8 mars...

« **T**ANT que l'esprit humain ne sera pas libéré de la domination de la religion, tant que le corps humain ne sera pas libéré de la domination de la propriété, tant que les chaînes et les entraves des gouvernements ne seront pas détruites », pour reprendre la formulation d'Emma Goldman, les anarchistes auront fort à faire, les féministes aussi.

Toujours selon Emma Goldman : « L'anarchisme représente un ordre social basé sur l'association libre des individus, dans le but de produire du bien social réel, un ordre qui garanti à chaque être humain l'accès libre à la terre et la pleine jouissance des choses nécessaires à la vie, suivant les désirs, les goûts, les inclinations de chacun ».

Mais, sur cette planète, l'anarchisme a fort peu droit de citer ; le patriarcat, le féodalisme, le capitalisme privé ou d'Etat, règnent toujours en maîtres, tous basés sur la

domination de l'Etat sur les individus, d'individus sur d'autres individus, d'hommes sur des femmes ou d'êtres humains sur la nature.

La hiérarchie sexuelle du patriarcat constitue une oppression spécifique contre laquelle les femmes luttent depuis la mise en place de leur répression (8 000 avant Jésus-Christ, néolithique moyen).

Une solidarité internationale des femmes

Il a fallu attendre la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle, pour qu'émerge l'idée d'une solidarité internationale des femmes. La Journée internationale des femmes est née les 26 et 27 août 1910, s'appuyant sur les expériences des premières grandes luttes féminines comme, par exemple :

- la première manifestation de femmes, le 8 mars 1857, où les femmes des aiguilleries ont exigé dans les rues de New-York de meilleures

conditions de travail et le droit de vote ;

- la participation de milliers de Françaises à la lutte sur les barricades pendant la commune de Paris et, selon Louise Michel, qui était présente : « Si l'égalité entre les deux sexes était reconnue, ce serait une fameuse brèche dans la bêtise humaine. » ;

- la première conférence internationale des femmes contre la guerre, à la Haye en 1899 ;

- le nombre croissant de femmes dans les syndicats, et la constitution d'un mouvement féminin socialiste en Allemagne, dans les premières années du XX^e siècle ;

- les dizaines de milliers de travailleuses russes participant aux grèves contre le tsarisme, en 1905-1907 ;
- la première conférence des femmes socialistes, en août 1907 à Stuttgart.

La première conférence des femmes socialistes répondait à un triple souci : un objectif politique, ren-

forcer le poids de la gauche dans le débat sur la guerre à l'intérieur de l'Internationale ; un objectif féminin, une coordination internationale des actions et des initiatives des femmes socialistes ; et un objectif commun aux bourgeois et aux travailleuses, la démocratisation du suffrage électoral, le droit de vote des femmes.

Un secrétariat international des femmes socialistes est créé et confié à Clara Zetkine, militante socialiste, féministe, antimilitariste. qui, en 1889, écrivit : « La femme est asservie à l'homme ; et elle le restera tant qu'elle ne sera pas indépendante économiquement ».

Une seconde conférence internationale des femmes socialistes eut lieu à Copenhague en 1910. Sur une motion de Clara Zetkine, elle décida de « célébrer une journée annuelle des femmes en tant qu'action internationale constante ».

Ce nouveau moyen de lutte visait à incorporer la masse des travailleuses dans la lutte internationale pour la paix, les droits démocratiques fondamentaux et le progrès social.

Au printemps 1921, le secrétariat international des femmes de l'Internationale communiste fixa au 8 mars la Journée internationale des femmes, mais celle-ci devra attendre les années 70 pour être relancée et institutionnalisée par les néo-féministes françaises (1).

Ce qui avait commencé par une journée de lutte de travailleuses, dans quelques pays d'Europe et aux Etats-Unis, a rassemblé d'années en années les femmes de tous les continents, de toutes les catégories sociales professionnelles et politiques.

Dans les pays développés le sort des femmes s'est amélioré : droit de vote, égalité des droits, amélioration des conditions de travail, contraception, IVG, etc. Mais, si des lois ont été votées, elles restent loin d'être toujours appliquées, par exemple : à travail égal, le salaire des femmes reste environ 25% inférieur à celui des hommes. Si depuis la dernière guerre les femmes sont entrées en masse dans le monde du travail, elles se retrouvent en nombre infime en haut de la hiérarchie, elles sont les premières victimes de la crise, le harcèlement sexuel est toujours d'actualité, le sexisme règne toujours à la télévision, dans les pubs, dans les séries (2). La pornographie est un marché florissant : films X, sex-shop, tourisme sexuel, prostitution, commerce des petites filles du tiers monde. Viols, incestes, meurtres nourrissent les rubriques « faits divers » des journaux.

En politique, les femmes restent des alibis. Grâce aux progrès de la science, par l'intermédiaire des NTR (nouvelles techniques de reproduction), le médical vient assurer un contrôle social de la reproduction avec des dérives comme « le morcellement de l'organisme en pièces détachées dans un régime marchand » (3), comme la tentation de l'eugénisme.

Les femmes se sont-elles vraiment réappropriées leur corps grâce à la contraception et à l'IVG ? Celle-ci est gravement remise en cause dans certains pays (Etats-Unis, RFA, Le Monde des 26 et 27 février 1989). En Inde, grâce aux tests d'identification du sexe du fœtus, on avorte allègrement les fœtus femelles, à tel point que le sexe ratio s'est inversé (935 femmes pour 1 000 hommes) (4).

Les proportions dramatiques de l'inégalité dans le monde

Suivant l'analyse d'Andrée Michel (5), sociologue, les féministes luttent pour l'accès des femmes à la dignité de personne humaine,

mais elles luttent également pour une redistribution des ressources entre les deux sexes. Si ces ressources sont distribuées inégalement entre les hommes et les femmes dans tous les pays, cette inégalité prend des proportions dramatiques dans le tiers monde : « A l'échelle de la planète, l'ensemble des femmes effectue les deux tiers des heures de travail (payées et non payées), mais ne reçoivent que 10% de la totalité des revenus, et 1% de la propriété des terres. » Les pays du centre (environ 600 millions de femmes) consommant la plus grande partie des richesses et produits de base du monde, une part infime revient donc aux 2 milliards environ de femmes des pays pauvres.

Dans le domaine de l'instruction — dominant pour l'émancipation des femmes —, si dans les pays du centre l'écart entre les deux sexes est pratiquement nul, on compte dans les pays de la périphérie 68% d'alphabétisation chez les hommes contre 50% seulement pour les femmes. Un demi-milliard de femmes dans le monde ne savent ni lire ni écrire.

L'Organisation internationale du travail révèle que notre mode de développement, s'il a favorisé les femmes de la classe moyenne des pays du centre, a défavorisé celles du tiers monde. Les féministes universitaires du tiers monde regroupées au sein d'une association, DAWN, élargissent les lieux de l'analyse traditionnelle de l'oppression des femmes (famille, Etat, rue, culture, école) dans un système patriarcal plus globalisant et trouvent un écho chez des féministes des pays du centre. Elles dénoncent en particulier la militarisation du monde, les achats croissants d'armes et les conséquences directes à l'égard des femmes (6).

La conférence mondiale réunie à Mairabi, en juillet 1985, a évalué les résultats de la décennie des Nations unies pour la femme, « égalité, développement et paix » et l'article 232 de cette conférence résume dramatiquement l'immensité du travail qui reste à faire : « Les obstacles au progrès de l'humanité, et plus particulièrement à la promotion de la femme, tiennent principalement à la persistance des tensions internationales et des violations de la charte des Nations unies, qui ont pour résultat la poursuite de la course aux armements, en particulier dans le domaine nucléaire, ainsi que des guerres, des conflits armés, de la domination extérieure, de l'occupation étrangère, de l'acquisition de territoires par la force, de l'agression, de l'impérialisme, du colonialisme, du néo-colonialisme, du racisme de l'apartheid, de la violation flagrante des droits de l'homme, du terrorisme, de la répression, de la disparition des personnes et de la discrimination fondée sur le sexe, responsables des menaces qui pèsent sur la paix. » (7).

Plus que jamais, une solidarité internationale est indispensable.

Nelly TRUMEL (Gr. du XI^e)

(1) In Hommes et libertés, 1984, Madeleine Riberioux, « Aux origines de la journée du 8 mars ».

(2) Kiosque international, novembre-décembre 1988.

(3) Les cahiers du Grif : « De la parenté à l'eugénisme », n° 36, 1988, Rosi Braidotti et Françoise Laborie.

(4) Paris féministes : Paola Bacchetta, janvier 1989 ; « Un garçon à tout prix », de Mira Nair au Festival du film de femmes de Créteil.

(5) Le féminisme et ses enjeux, Fen Edilig, 1988 ; Andrée Michel, « Le patriarcat système planétaire ».

(6) Nations Unies : les stratégies prospectives d'action de Mairabi pour la promotion des femmes, mai 1986.

(7) Nouvelles questions féministes : « La militarisation et les violences à l'égard des femmes », n° 11-12, 1985.

COORDINATION DES INFIRMIÈRES

Des femmes en lutte

Le secteur de la Santé a connu, cet automne 1988, une mobilisation d'une ampleur sans précédent. Tous les hôpitaux, généraux ou psychiatriques, toutes les cliniques, les maisons de retraite ont été secoués par un raz-de-marée de blouses blanches en colère. Jamais les salariées de la Santé n'avaient manifesté tous ensemble et aussi massivement leur malaise dans ces carcans hospitaliers.

Et ce sont des femmes qui, à travers leur gigantesque mouvement, ont révélé la crise de l'hôpital qui conjugue, sur le dos des salariés et aussi des malades, l'austérité budgétaire (maîtriser les dépenses de Santé !) et le pouvoir médical.

Non seulement, la flexibilité des horaires et des congés, l'augmentation de la charge de travail, les effectifs de plus en plus réduits, l'absence d'avenir professionnel,

continue —, des effectifs en nombre suffisant et d'être reconnues salariées à part entière. Retrouver sa dignité, ne plus être dans l'ombre, ne plus avoir à se sacrifier, à se taire en âmes dévouées. Elles l'ont dit haut et fort. Et elles ont tout fait pour faire tomber les carcans, ceux de la hiérarchie et ceux de l'habitude, pour respirer.

Elles ont mis des mois à s'organiser patiemment : pour la plupart, c'était la première grève, peut-être le premier acte collectif d'organisation. Oser faire grève ! Oui, oser, braver sa famille, ses collègues, ses proches, sortir du rôle habituel attribué aussi par ceux qui sont chers. En temps ordinaire, l'organisation des horaires, complexe, elles savent la gérer : souvent des horaires décalés par rapport au mari, aux enfants, aux amis, il faut donc jongler pour les courses, les repas, l'école... alors pour la grève, ce ne fut pas un

soulevées toutes. La coordination leur a permis de se rassembler, syndiquées et non-syndiquées, secteur public et secteur privé : outil collectif, unitaire, qu'il leur fallait, à côté des organisations syndicales trop institutionnalisées ou trop récupératrices. Elles ont su maîtriser leur mouvement, décider elles-mêmes, contrôler de la base jusqu'au niveau national, porter leurs revendications sans distorsions. Elles ont su élaborer, organiser, prendre la parole. Elles avaient même, en guise de garde-fous, fixé des « quotas » dans toutes leurs représentations médiatiques : quatre femmes, un homme (80% de femmes, dans le secteur), pour être sûres de ne pas se retrouver privées de parole par le retour insidieux des habitudes. Elles ont su, aussi, assurer la sécurité de milliers de manifestants par un service d'ordre à 95% féminin. Elles ont su, également, repousser Krasucki qui tentait, avec les « gros bras » de la CGT, de prendre la tête de la manifestation.

Mais des habitudes se sont envolées, d'autres se sont imposées. Le scandale social de la condition d'infirmière, étroitement liée à la place et au rôle de la femme dans la société, a été dévoilé. L'image de l'assistantat, du bénévolat, du sacerdoce, s'est passablement ternie. Ces femmes-là ont pu se libérer de cette image de religieuse, mais aussi de la caricature de la femme : bonne mère, aimante, soignante, douce et discrète, dévouée au corps médical masculin dans un rôle d'exécutante docile. Elles n'ont pas réussi à faire voler en éclats la hiérarchie, tant médicale qu'administrative. Mais elles ont démontré, après des années de léthargie sociale, que des femmes pouvaient massivement se réveiller aux quatre coins du pays (et ailleurs), se retrouver et, déterminées, gagner sur une partie de leurs revendications, par un mouvement renouant avec des pratiques de démocratie ouvrière, de gestion directe.

Une belle page d'histoire des femmes, qui s'inscrit au présent.

L. N. (Gr. Pierre-Besnard)

(1) Intervention du syndicat CFTD des services de Santé du Val-de-Marne au Congrès confédéral de Strasbourg (novembre 1988).



l'insuffisance de formation pour s'adapter aux nouvelles techniques, mais aussi travailler dans l'ombre des médecins, en majorité hommes, pour un salaire d'appoint.

« Ça suffit ! »

Elles ont dit « Ça suffit ! ». « Le temps des nonnes, des bonnes et des connes ne doit-il pas enfin être révolu ? » (1). Et elles ont exigé un salaire décent — pas un salaire d'appoint —, une formation plus complète — une réelle formation

obstacle. D'autant qu'elles savent aussi s'organiser dans le travail, programmer les centaines d'actes qui émaillent la journée. Un atout qu'elles ont su utiliser pendant la grève.

Une auto-organisation

Parce qu'il fallait un mouvement national, imposant, pour gagner, elles se sont coordonnées les unes, les autres, au niveau local, départemental, national. L'ampleur de leur mécontentement, puis de leur colère, les a

Environnement : brèves...

• LES TECHNOCRATES PERSISTENT.

En juin 1988, un groupe de travail avait été créé sous l'impulsion de différentes compagnies de production et de distribution d'électricité, afin d'étudier la réalisation d'un futur réacteur nucléaire : le surgénérateur européen EFR. Le jeudi 16 février dernier, à Bonn, des accords ont été signés entre la France, le Royaume-Uni et la RFA. Un milliard de francs vont être attribués à un programme d'étude de cinq ans, afin de concevoir ce futur réacteur...

La centrale solaire expérimentale « Thémis » ayant été transformée en radiotélescope, et en l'absence d'informations sur d'éventuelles recherches concernant une « filière solaire de production d'électricité », il semblerait donc qu'en haut lieu, les choix soient faits !

• SUPERPHÉNIX SUITE...

Le gouvernement du canton de Genève devrait déposer bientôt (si ce n'est déjà fait) un recours devant le conseil d'Etat, au sujet du décret du 10 janvier 1989, autorisant le redémarrage de la centrale de Creys-Malville (voir *Monde libertaire* n° 737).

• DES TRIBUNAUX, MAIS PAS DE « JUSTICE ».

Le 16 mars 1978, le pétrolier Amoco-Cadiz s'échouait sur les récifs de Portsall, dans le Finistère ; 220 000 tonnes de pétrole brut se répandaient le long des rivages. Le 21 février 1989, soit presque 11 ans après, le tribunal fédéral de Chicago (Etats-Unis) a fait savoir qu'il relèverait la somme d'argent que la société Amoco doit verser en « dédommagements » aux sinistrés de la marée noire (90 communes seraient concernées par cette pollution). La compagnie pétrolière Amoco a annoncé qu'elle va faire appel des jugements. La suite dans 11 ans ? Le 19 février 1989, un porte-conteneurs de 1 000 tonnes s'échouait au large de l'île de Sein...

• « OPA SUR LES DÉCHETS TOXIQUES ».

Une société spécialisée dans la distribution de produits pétroliers, la SOLIC, aurait acheté « à très bas prix » des déchets et des résidus d'huiles bitumeuses destinées à la destruction. La SOLIC les aurait remis sur « le marché » en les diluant dans des réserves de gazole et de fuel domestique. Quatre cent quatre-vingt mille litres ont été mis sous scellés, et des analyses sont en cours. Selon certaines informations, les carburants saisis pourraient contenir de la dioxine et d'autres produits toxiques. La SOLIC pratiquait son commerce dans le Limousin, le Tarn et le Vaucluse... (le quotidien *Le Monde* du 14 février).

• BHOPAL, QUATRE ANS APRÈS...

La société Union Carbide a été condamnée par un tribunal, le 14 février dernier, à payer 470 millions de dollars aux victimes de l'accident. A ce jour, il y aurait 3 300 personnes mortes des suites de l'intoxication (fuite de gaz).

CHRISTIAN
(Liaison Evreux)

A l'heure d'aujourd'hui, la défense de l'environnement fait partie de tous les discours politiques, même si ça ne correspond que rarement à une pratique. Dans les villes, les prochaines élections municipales verront cette année de nombreuses listes « vertes » ou « rouges et vertes » faire concurrence aux habitués de la scène (PS, UDF, PCF, RPR, voire FN) ; le triste spectacle des éternels illusionnistes sera ainsi renforcé par un numéro de clowns, les uns arrivistes, les autres naïfs ou rêveurs.

Aseptisé ou librement décidé

Il y a, en gros, deux façons de concevoir l'environnement, qu'il soit « naturel », social ou autre.

La première, celle que nous proposons les marchands de « soupe garantie sans salmonelles », vise à l'aménagement d'un milieu de vie harmonieux, agréable et soporifique, conçu et commandé par des marionnettistes qui, par peur ou par vocation, veulent une totale prise en charge du quotidien par des élus « au-dessus de la mêlée » et des techniciens déconnectés de la réalité ; c'est l'art de mettre de la pommade pour faire passer les incohérences et les injustices sociales. On « vous » fait avaler n'importe quoi, de toute façon, on l'a conçu et testé « pour vous »,

rien que pour vous d'ailleurs, puisque les concepteurs préfèrent, eux, être acteurs quelque part de leur propre vie plutôt que de toujours suivre les flèches et les messages publicitaires.

La seconde, elle, est totalement à l'opposé, même si concrètement l'aménagement du milieu de vie pourrait être physiquement semblable à celui que prévoient les plans mûrement réfléchis de ceux qui considèrent les autres comme d'éternels mineurs.

La différence, essentielle, se situe dans le mode de décision (consensuel) et de gestion (directe) de celle-ci.

Par exemple, face aux destructions irraisonnées de haies, talus ou berges de cours d'eau, les réactions ont été diverses. Les aristocrates de l'environnement sont allés négocier avec l'Etat d'autres méthodes de remise en état « des éléments fixes du paysage », sans se soucier de l'avis des populations concernées, considérées comme incompetentes, incohérentes ou complaisantes.

D'autres ont mis du temps, parfois beaucoup, à se convaincre et à convaincre leurs voisins qu'il y avait d'autres façons de faire qui méritaient « qu'on s'en occupe », et le résultat consiste en une prise en charge collective, effective, de la gestion d'un morceau de l'environnement, en attendant mieux.

Ces deux démarches, parfois complémentaires, mais de toute

ÉCOLOGIE

Ça coule de source ?

façon opposées sur la conception de la gestion des affaires publiques, se retrouvent à tous les niveaux dans le domaine de la « défense de l'environnement ».

nement et des promoteurs immobiliers veulent un long fleuve tranquille mais, en face, des fédérations de pêcheurs et d'associations de « protection de la nature »



Manifestation de chasseurs : la France profonde...

Lorsque les « sociétés de protection de la nature » attaquent les règlements de la chasse au gibier d'eau d'un côté, et que les « associations de chasseurs au gibier d'eau » manifestent de l'autre, la finalité en fait est la même : une gestion cohérente des populations de canards sauvages et compagnie.

Mais, d'une part, pour des raisons diverses, ceux qui prennent plaisir à chasser se soucient enfin d'assurer eux-mêmes la persistance de leur « loisir », quitte à partager la gestion des populations de gibier avec les non-chasseurs, au sein d'associations où chaque homme (ou femme) est responsable de sa voix (en principe tout au moins). D'autre part, pour des raisons elles aussi diverses, ceux qui prennent plaisir à « protéger » refusent de laisser le droit au « pékin moyen » de décider de la politique à mener en faveur de la faune sauvage, sous prétexte que celui-ci n'a pas fait la preuve de sa capacité à assumer jusqu'alors une gestion correcte.

Le cercle vicieux est bouclé et les avant-gardistes de l'environnement ne voudront jamais donner aux consommateurs de nature l'occasion de gérer eux-mêmes leurs affaires, dans ce domaine-là tout au moins.

Quand débordera la Loire...

L'absence d'anarchie (en tant que mode de décision) a pu faire que des promoteurs sans scrupules (qu'ils soient privés ou élus municipaux) ont fait construire des lotissements dans les zones susceptibles d'être inondées en raison du caractère sauvage de la Loire.

Pour protéger ces habitations aujourd'hui, il n'y a guère que deux solutions : raser tout ou réguler le débit du fleuve. La balance est tarée d'avance par le poids d'EDF, qui a besoin d'eau en quantité régulière pour refroidir ses centrales nucléaires, besoin négligé lors des décisions de construction...

Une « querelle d'experts » émaille les débats quasiment confidentiels autour des projets d'aménagements sur la Loire. Les habitants des lotissements inondables qui se sont fait mener en bateau, et qui sont aujourd'hui à la croisée des chantages, auront-ils leurs mots à dire ? D'un côté, le gouver-

sont décidés à occuper le terrain pour empêcher physiquement les travaux, au risque de voir « le dernier fleuve sauvage de France » faire des crues dévastatrices.

La stratégie des « verts »

Pour en finir, il convient de cerner plus précisément la stratégie de ceux qui veulent, disent-ils, porter la question de l'environnement sur la place publique.

Mis à part les arrivistes qui s'infiltrant dans tous les milieux, d'autant plus lorsque ceux-ci s'y prêtent, il faut voir aussi au sein des « vert(e)s » (et des pas mûr(e)s ?) des personnes sincères et parfois sympathiques. Ceux-là servent de caution, pourrait-on se dire, mais ce sont aussi eux qui décident de la ligne politique d'un mouvement qui se cherche (à défaut de pouvoir se trouver), et qui, s'il en est plus ou moins issu, n'est pas représentatif des « sociétés de protection de la nature » (sans parler des clubs de sports de plein air, des associations de chasse ou de pêche).

En fait, une relative marginalité (les préoccupations des « Français » sont loin d'être toutes appréhendées par les « verts » et, du coup, leur vision de la société manque de recul) et l'utopie sociétaire (les « verts » ont réussi à bâtir un programme politique sans trop tenir compte des aspirations profondes des populations qu'ils entendent « aider à s'épanouir », car eux « savent ce dont elles ont besoin » ?) sont au moins deux bonnes raisons qui font que les anars n'ont rien à espérer de l'émergence d'un mouvement sentimentalo-politique qui confond autogestion avec participation, qui se rapproche des marxistes de toutes confessions par des pratiques avant-gardistes et des sociaux-démocrates par leur mauvaise conscience charitable (« Ne vous inquiétez pas, on s'occupe de vous »).

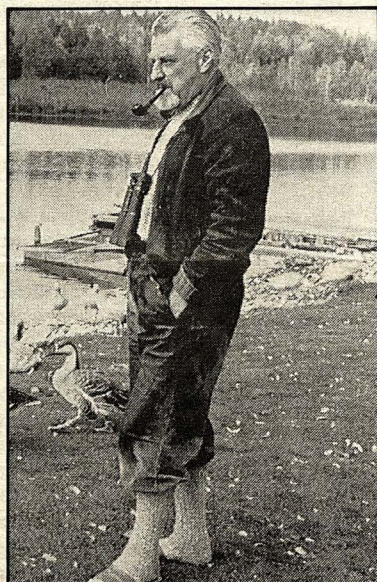
Les nombreux discours sur la défense de l'environnement (ce qui est devenu un phénomène de mode dans les milieux verveux de la politique politicienne) font trop rarement référence à la gestion directe des affaires publiques, comme si l'aménagement urbain et rural devait rester affaire de spécialistes. Là aussi, il y a de la poussière à remuer.

Un pêcheur à la ligne

Les oies cendrées en deuil

Il parlait avec les mammifères, les poissons et les oiseaux, il savait, comme personne, interpréter les rites de l'agression, il aimait son oie Malika, et il tenait des interprétations plus que douteuses sur le grand fleuve du vivant...

La mort de Konrad Lorenz, dont le prix Nobel déclencha des manifestations de protestation dans toute l'Europe en 1975, laisse un double regret : celui de voir disparaître un très grand chercheur, fondateur de la science passionnante de l'éthologie ; et celui de voir un scientifique aussi méticuleux, aussi scrupuleux, aussi tendre, aussi passionné quand il étudiait les animaux, se perdre dans de naïves tentatives de classement des races humaines quand il parlait des hommes.



Konrad Lorenz.

L'œuvre de Konrad Lorenz est absolument passionnante, pour tous ceux qu'intéresse le comportement animal : *L'Aggression*, *Mon oie Malika*, *Tous les chiens, tous les chats* révèlent d'authentiques découvertes et impressionnent par la méthode de l'auteur : chaque

hypothèse est étudiée, expérimentée, et le cas échéant démontrée avec autant de rigueur que de passion.

Lorenz ne se contentait pas d'annoncer une découverte, mais y racontait ses balbutiements, faisait partager au lecteur ses doutes, ses erreurs, ses spéculations... Pas trace d'ethnocentrisme dans ces études passionnées, même si elles débouchaient sur des rapprochements évidents entre le comportement animal et humain. Les pages de *L'Aggression* racontant le calvaire d'un rat « étranger » (en fait, spolié de son identité, inscrite dans son odeur, par un shampoing intempesitif) livré à ses anciens compagnons, sont sans doute les plus belles et les plus terrifiantes de l'œuvre de Lorenz.

Hélas ! Konrad Lorenz, ami des animaux, pratiquait l'ethnocentrisme à l'envers : scrupuleusement respectueux des mœurs animales, il changeait de ton, perdait toute cohérence, toute rigueur quand il tentait d'appliquer les lois animales à l'espèce humaine. Ce qui amena l'auteur à démontrer (!) que l'homme aurait tout à gagner à l'adoption des mœurs de l'oie cendrée, puis à tenter une classification des peuples en fonction de leurs compétences spécifiques... Dommage que Konrad Lorenz ait ainsi fait les délices des théoriciens de l'éternelle « Nouvelle Droite »...

Reste que vous ne considérerez plus votre chien ou votre chat de la même façon après avoir lu Lorenz. Mieux, vous regarderez les rats avec respect, vous vous sentirez un petit air de parenté avec les dindons d'Amérique, vous serez dans le secret des hamsters, vous comprendrez les moineaux, vous renoncerez sans doute à tout jamais à manger de l'oie cendrée... Quand on vous disait que ces livres sont dangereux !

Pascal CHOISY

PRISONS

Et les taulards ?

LES matons commencent à se replier dans le désordre. « On a tout perdu », constate l'un d'entre eux. Ils en sont à chercher une « issue honorable », selon la formule de Marc Blondel, le nouveau secrétaire général de Force ouvrière.

Les derniers carrés veulent durcir le mouvement et arriver à la « grève totale ». Tous les moyens sont bons, déposer les clefs, envoyer des arrêts maladie à la direction...

Jacques Vialettes, secrétaire général de FO-pénitentiaire, rassemble ses troupes dans l'esprit boy-scout et militaire qui le caractérise : « J'ai demandé à nos gars de s'accrocher. S'il doit y avoir un baroud d'honneur, il y en aura un ».

Sans doute le mouvement de protestation des surveillants aura-t-il encore quelques soubresauts sporadiques, mais il va subrepticement quitter l'actualité. Nous ne verrons plus de matons casquettés jusqu'aux yeux et le foulard noué sur le visage comme des braqueurs de banque. Ils en auront fini avec les prises d'otages des détenus : blocage des extractions de prison, des transferts, des parloirs avocats et visiteurs, retards des parloirs des familles, fermetures des ateliers...

Les taulards vont enfin pouvoir reprendre la parole. Ils ne seront peut-être pas davantage entendus, car les journaux et les télévisions cherchent plus le scoop que les plate-formes de revendication. Pourtant, ils sont des milliers, en France, à se battre contre les conditions iniques de leur enfermement. En particulier, avec la Coordination nationale des prisonniers (CNP), à Fleury-Mérogis, à Muret, à Saint-Maur, à Lyon et dans d'autres établissements, ils réclament :

- l'amnistie des mutins d'Ensisheim ;
- l'abolition de l'isolement, du mitard, de la censure ;
- le droit de visite garanti et inviolable ;
- des parloirs sexuels ;
- le droit d'association pour les détenus ;
- la publication d'un règlement unique pour toutes les prisons (sur les bases des éléments les plus libéraux de chaque règlement local) ;
- une véritable politique de la santé en prison, avec le libre choix du médecin ;
- des conditionnelles et des permissions de sortie ;
- la limitation, dans un premier temps, des peines à 15 ans maximum ;
- des salaires et une couverture sociale identiques à la réglementation générale ;
- le RMI pour les prisonniers démunis ;
- la fin des provocations de la part des matons fascistes et racistes.

La majorité des matons crient au scandale, quand un avantage est accordé aux détenus. Ils réagissent comme si ce qui est accordé aux uns est retiré aux autres : « Ils ont Canal Plus, des salles de musculation, des labos-photo. Bientôt ces dames viendront dans les cellules... Et nous, on compte moins que des voyous ? ».

Ils n'ont pas compris que, dans le cadre de l'amélioration des conditions de détention, le sort des gardiens est lié à celui des prisonniers.

Il ne l'est pas pour l'ultime revendication des taulards : la destruction de la prison.

Jacques LESAGE DE LA HAYE

« POLITIS »

Le naufrage

POLITIS, c'est (presque ?) terminé. L'hebdomadaire, lancé l'an dernier par Bernard Langlois, a déposé son bilan et cessé de paraître. Les fervents du journal tentent certes de le ressusciter, mais, s'ils y parvenaient, tout laisse à penser qu'il ne s'agirait que d'un ultime soubresaut.

En un an de parution, *Politis* nous a offert des bons dossiers, des infos inédites, des initiatives sympas. Il a aussi pu lasser, décevoir, voire scandaliser les libertaires : glissons sur le dossier abstention, misérabilisme et mensonger ; sur le soutien — naïf ou opportuniste ? — à Juquin ; sur le « recentrage » final...

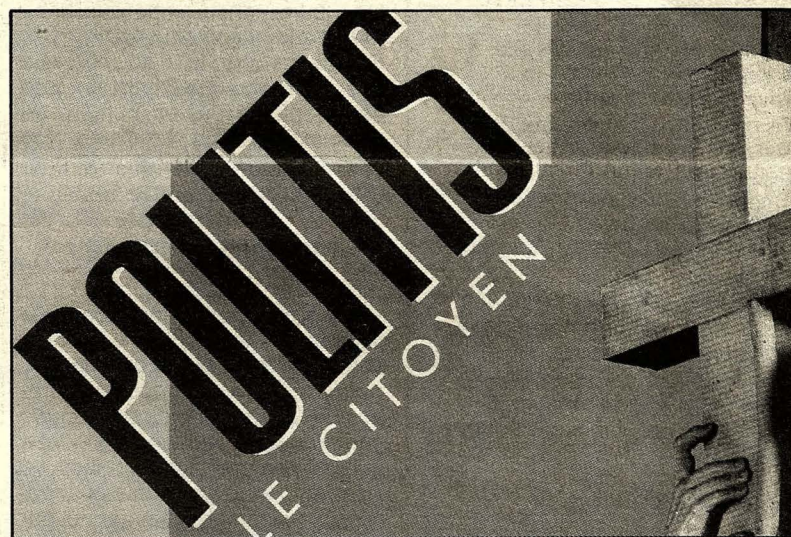
Politis, créé sur le principe de l'actionnariat populaire, semble avoir toujours hésité entre deux cibles, entre deux positions, victime d'une ambiguïté que l'on retrouvait jusque dans son sous-titre : le citoyen. Que signifiaient les constantes allusions à la Révolution ? Une volonté de rupture avec un système que le journal disait condamner, ou une tentative de cautionner une gauche républicaine, une gauche un peu plus rose que celle qui gouverne, une gauche caviar et néanmoins « sociale » ? Les lecteurs ne l'ont jamais bien su, puisque la rédaction elle-même semblait divisée sur ce point.

Outre avoir hésité constamment entre deux cibles, *Politis* a sans doute commis deux erreurs fatales : miser sur Juquin, cheval de retour du stalinisme reconverti dans l'opportunisme à tout crin ; et opérer, en fin de parcours, un « recentrage » qui ressemblait beaucoup à une virevolte désespérée.

Une erreur d'autant plus impardonnable que beaucoup de jour-

nalistes, venus du *Matin de Paris*, étaient bien placés pour savoir à quoi mène la capitulation politique sous couvert d'ouverture. *Politis* espérait-il récupérer des lecteurs nouveaux, des soutiens, des annonceurs en grignotant sur sa droite ce qu'il sacrifiait à sa gauche ? Il n'était pas besoin d'être

manque de fric, achevé par une ardoise de quatre millions de francs... Pas grand-chose, somme toute, à l'heure où, comme le souligne amèrement Bernard Langlois dans sa lettre d'adieux aux abonnés, Carigon dépense, à Grenoble, treize millions de francs pour ses journaux municipaux.



grand clerc pour savoir que la gauche caviar avait déjà sa presse, et qu'elle se fichait comme d'une guigne des velléités sociales du petit *Politis*...

Le régime socialiste est décidément fatal à la presse de gauche : de *Charlie Hebdo* au *Matin de Paris*, en passant par les *Nouvelles Littéraires*, et bien d'autres, le seul journal « d'opinion » de gauche à avoir survécu — confortablement, il est vrai — est *Libération*, qui a choisi de devenir le porte-voix du gouvernement. En huit ans, il n'y a guère que la presse d'extrême droite qui ait proliféré...

Enfin, *Politis* a été étranglé par les banquiers, asphyxié par le

Plus qu'une pincée de journaux « lisibles », sur des centaines de titres que comptent les kiosques... Le PJ (paysage journalistique) français est décidément lugubre ces temps-ci. Mais l'appauvrissement n'est que le reflet d'une période un peu triste, où l'ensemble du mouvement révolutionnaire français s'essouffle, se transforme, se cherche... Une presse riche, militante, bien portante ne peut exister que si elle s'appuie sur un mouvement militant actif. A nous d'en tirer les leçons.

Pascale CHOISY

Fuite d'hydrogène à Grand-Quevilly

LE 23 février, à Grand-Quevilly (dans la banlieue rouennaise), deux techniciens, spécialisés dans le colmatage de fuites, interviennent sur une vanne où passe de l'hydrogène à 250 bars pression, dans un atelier de fabrication d'ammoniac pour l'usine « La Grande Paroisse »-groupe ORKEM.

La vanne casse et c'est l'explosion immédiate et violente. Les deux ouvriers sont tués sur le coup. S'en suit un incendie qui embrase une partie de l'unité d'ammoniac. Un accident dans ce type d'atelier n'est pas comparable à ceux pouvant se produire dans d'autres entreprises, car la fabrication d'ammoniac nécessite une très grande quantité de gaz naturel et apparaît au cours de la fabrication de l'hydrogène — gaz très facilement inflammable — à très haute pression, le tout donnant naissance à l'ammoniac, qui n'est pas non plus un produit inoffensif. Tout cela fait de l'usine « La Grande Paroisse » de Grand-Quevilly, une usine classée à hauts risques et soumise à la circulaire dite « Seveso ».

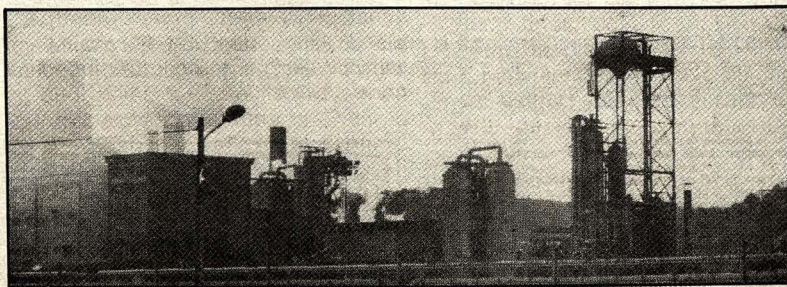
Suite aux manœuvres de sécurité et à l'intervention des pompiers, l'incendie est vite maîtrisé, et l'atelier est arrêté. Sur les lieux, on retrouve les corps calcinés des deux ouvriers, âgés de 42 et 22 ans.

L'unité d'ammoniac de l'usine « La Grande Paroisse » existe depuis 11 ans. Au début la sécurité n'était pas prise à la légère, mais au fur et à mesure des années — parce que ça coûte cher d'arrêter un atelier pour une fuite —, la sécurité a commencé à se dégrader. Il est d'autant plus facile de dire que ce

n'est pas dangereux qu'« on » est dans un bureau, à plusieurs centaines de mètres de l'unité et de ceux qui y travaillent en permanence.

L'ammoniac est un produit assez rentable qui entre dans la fabrication d'engrais azotés, eux aussi très rentables, même s'ils sont très polluants. Aussi, tout est fait pour éviter le moindre arrêt de fabrication : l'arrêt décennal, arrêt qui comme son nom l'indique a lieu après 10 ans

employait les deux victimes s'était spécialisée dans le colmatage de fuites dangereuses (vapeurs, fluides à haute-pressions, gaz explosifs, radioactivité, etc.). Il est évident que les employés de ce genre de boîtes risquent en permanence l'accident, voire la mort. Les patrons ont donc fait le choix : plutôt quelques morts de temps à autres, que des millions gâchés lors d'arrêts de production.



d'exploitation, pour vérifier les organes de sécurité, changer les appareils... bref, rajeunir l'installation, a été repoussé d'un an. Ce genre de fait n'est pas uniquement lié à « La Grande Paroisse » ; les manquements à la sécurité touchent tous les ateliers au bout de quelques années d'activité, aussi bien dans la chimie que dans les raffineries ou même dans le nucléaire, c'est pour cela qu'il faut être de plus en plus vigilant. Les syndicats, au sein des CHS-CT, doivent toujours renégocier la sécurité.

Dans une autre mesure, et toujours pour permettre aux installations d'être arrêtées le moins possible, se sont créées des sociétés spécialisées pour faire des interventions rapides et ponctuelles. La société « Presto-fuites », du Havre, qui

Actuellement, plusieurs enquêtes ont lieu dans l'usine de Grand-Quevilly, par le ministère de l'Industrie, l'inspection du travail, la CRAM et d'autres organismes ; il en ressortirait la mise en cause de « La Grande Paroisse », de « Presto Fuites », de la conception même de l'unité d'ammoniac et de la banalisation de telles interventions. Une réglementation touchant toute l'industrie chimique devrait même en découler.

Aujourd'hui, les ouvriers de l'usine d'ammoniac, après la colère et le dégoût, nettoient les décomptes. Les travaux commencent pour permettre un démarrage rapide de l'installation...

Jean-Pierre LEVARAY
(Gr. de Rouen)

La mort au choix ?

Dans notre monde, même la mort est injuste.

Peu nombreux sont ceux qui peuvent vivre leur mort d'une manière sereine, comme pour accepter l'ultime moment d'une vie qu'on a essayée de bien remplir. De même, ceux qui se donnent la mort semblent l'avoir choisie, mais c'est souvent la conséquence d'une vie rendue invivable, et le suicide passerait plutôt pour un assassinat déguisé.

La mort est injuste, parce qu'elle ne frappe pas de la même manière que l'on soit pauvre ou nanti. Une personne âgée, grabataire et sans argent finira dans un « mouvoir » de banlieue grise, une personne dans le même état, mais fortunée, finira ses jours dans un palace de la Côte-d'Azur. De même, les espérances de vie ne sont pas les mêmes que l'on soit cadre supérieur ou manoeuvre.

Il y a d'autres morts toutes aussi injustes : celles qui touchent les populations de pays pauvres pour que les pays riches soient toujours aussi riches ; les guerres où les populations sont prises en otages, n'étant plus que des points stratégiques et où les soldats, au front, défendent leur peau plutôt qu'un idéal, une politique, une patrie ou toutes autres choses que leur font miroiter les chefs d'Etat et les militaires pour les envoyer au casse-pipe ; enfin, il existe une autre mort injuste, et c'est celle qui nous intéresse aujourd'hui : c'est la mort due à un accident du travail.

Injuste, parce que les intérêts ne sont pas les mêmes : d'un côté un ouvrier qui vient travailler pour « gagner sa vie » (sic), et de l'autre un patron dont le but est simplement d'augmenter ses bénéfices. L'accident du travail, c'est l'exploitation portée à son point maximum, puisqu'on peut aller jusqu'à perdre la vie d'un salarié pour que l'entreprise continue à tourner. La recherche de rendement est telle que souvent les mesures de sécurité ne sont pas appliquées comme il faudrait. On pousse également certains ouvriers à faire un nombre d'heures supplémentaires tellement important qu'ils en arrivent à ne plus faire attention à ce qu'ils font (il n'est pas rare de voir, dans certaines boîtes, des gens faire 16 heures et plus d'affilées sur certains boulots ponctuels).

Au sujet des accidents du travail, on parle souvent de fatalité ou d'erreur humaine, alors qu'il faut chercher dans les fondements même du salariat la cause réelle.

Il ne se passe pas une journée sans qu'il y ait des accidents du travail, depuis quelques temps ils se multiplient, mais les médias en parlent rarement, sauf s'ils sont spectaculaires. Les seuls accidents du travail qui ont bonne presse sont ceux qui touchent les flics.

Enfin, n'importe quel ouvrier vous le dira : « il n'y a rien de plus con que de mourir au boulot ». Le travail que l'on fait est rarement un véritable choix, et il n'est pour la plupart jamais intéressant. On ne va au boulot que pour gagner de quoi vivre : le travail n'est jamais une fin en soi (dans les deux sens du terme).

J.-P. L.

MEXIQUE

Magouilles syndicales et politiques

LES responsables du Syndicat révolutionnaire des travailleurs du pétrole ont été arrêtés. S'est ainsi retrouvée en prison une mafia de corrompus, de voleurs et d'assassins. Parmi les centaines d'entreprises et de négoces contrôlés et dirigés par ces détenus très spéciaux, on pouvait dénombrer 130 supermarchés. Ces derniers étaient, en théorie, la propriété du syndicat, mais les détenus cités ci-dessus et leurs complices surent en absorber les bénéfices.

Pour se faire une idée des sommes extravagantes qui furent manipulées, il suffit de mentionner la quantité d'impôts non payée à l'Etat : 24 milliards de pesos ! Cette dette ne tient compte que de 6 entreprises dirigées par un homme de main de Joaquim Hernandez Gaillcia. Celui-ci était le directeur « moral » du syndicat ; lui et ses 46 collaborateurs furent arrêtés par l'armée. Ainsi, avant l'opération répressive, le président de la République mexicaine, de Gortari, se réunissait avec son ministre de la Défense et le Premier ministre. Pendant la période de détention et durant le procès, l'armée contrôla

toutes les installations pétrolières mexicaines, fournissant même l'essence aux distributeurs, et ceci après la grève des travailleurs du pétrole qui subirent diverses pressions. Cela est également vrai en ce qui concerne les secrétaires des sections élus en assemblées générales par les travailleurs. Toute désobéissance aux impositions de la direction du syndicat entraînait le risque d'être assassiné.

Une « mafia »

Nous avons signalé que cette « jungle syndicale », qui se trouve actuellement derrière les barreaux, était une mafia de corrompus, de voleurs et d'assassins. Ainsi, si un individu voulait trouver du travail à l'usine, il devait payer ou acheter le secrétaire de section (nommé par le comité exécutif du syndicat). La somme à payer dépendait du poste obtenu. Des travailleurs ayant plus de 20 ans dans la même entreprise restaient avec un travail instable. Toute cette corruption et ces assassinats étaient connus de tout le pays. Malgré les diverses dénonciations et protestations, les autorités juridiques n'intervenaient pas. Il ne faut pas oublier de dire que le gouvernement pouvait compter, par le syndicat et en période d'élections, sur un réservoir de voix non négligeable et que celui-ci pouvait même servir de couverture aux massacres perpétrés par le parti-gouvernement, le PRI (Parti révolutionnaire institutionnel).

Pendant que le secrétaire général du syndicat, Salvador Barragan, était arrêté, il fut trouvé, dans le coffre de sa voiture, plusieurs objets de grande valeur : des pièces d'or, 12 montres de très grande valeur (300 millions de pesos) cerclées de diamants, des liasses de dollars. Le montant total de ces « trouvailles » se monterait à plus d'un

million de dollars. Un des faits marquants de ce trésor caché fut que 6 des pièces d'or trouvées provenaient du casino de Las Vegas, et que le secrétaire général du syndicat était l'un de ses meilleurs clients. Une des artistes réputées du Mexique, appelée « la tigresa », ex-amante du président de la République, Diaz Ordaz, affirma, dans un de ses livres, que ce même secrétaire aurait perdu à la table de jeux, en une heure, 200 000 dollars.



M. Miguel de la Madrid.

Le gouvernement cherche à charger au maximum le chef de la mafia, Joaquim Hernandez, qui manipulait le syndicat. Lors de son arrestation, il aurait été retrouvé 200 mitrailleses, plus d'autres armes et 50 000 cartouches. Ses gardes du corps, particulièrement bien armés, tuèrent, lors de cette arrestation, un des agents du ministère. La voiture du secrétaire, Salvador Barragan, était blindée et avait une valeur de 600 000 dollars.

En fait, le coup porté à cette mafia n'a rien de « moralisateur » ; ce n'était là qu'un acte de vengeance de la part de l'ex-président, de la Madrid, et de l'actuel, Salinas de Gortari. Les motifs furent les suivants : les accusés avaient voté et fait voter, lors des précédentes élections pour le parti-gouvernement. Ils s'étaient compromis avec l'ex-gouverneur de l'Etat de Mexico, Del Mazo Y. ; le parti

n'ayant pas cédé à toutes leurs prétentions, le syndicat fit voter beaucoup de travailleurs pour Cuatemoc Cardena qui, d'après l'opinion publique, était le vainqueur. Il représentait l'opposition de gauche.

Les détenus continuèrent à ne pas vouloir se soumettre aux mandats et intérêts du PRI et crurent trop en leurs propres forces, parmi lesquelles se trouvaient les milliers de gens à qui ils avaient permis d'obtenir des bénéfices incalculables. Ils accusèrent alors le gouverneur de l'Etat de Mexico, Beteta (protégé par l'ex-président de la Madrid), de fraude. Une même accusation avait déjà été formulée par le Parti socialiste mexicain avant les élections présidentielles. Le nouveau président élu, les 7 députés appartenant au syndicat du pétrole, insistèrent au Parlement sur ces accusations, soutenues par toute l'opposition. Aucun des 4 présidents précédents n'a résisté au flirt avec les gangsters nommés plus haut. Même Lopez Portillo est allé dîner chez Salvador Barragan, accompagné du Président du Pérou, alors en visite au Mexique.

Nous pensons que cette opération a été réalisée avec le consentement des riches leaders qui ont intégré les syndicats majoritaires. C'est le cas de la plus puissante centrale syndicale, la CTM (Confédération des travailleurs du Mexique), dont le secrétaire général, Fidel Velasquez, tient le poste depuis plus de 30 ans ; momie cadavérique, bouclier du gouvernement, il peut contrôler les travailleurs. Sans cela, le gouvernement, impopulaire, serait tombé depuis longtemps. D'un autre côté, les politiciens de l'opposition dite de gauche ont manifesté, en plein congrès des députés, leur soutien aux détenus, parlant de manœuvres politiciennes de la part du gouvernement. Il y a eu une manifestation de 50 000 personnes, ouvriers des

champs de pétrole et adhérents des partis de gauche, exigeant la liberté pour les détenus. La récupération, ça peut toujours servir, notamment pour une prochaine élection !



Cuatemoc Cardena.

Il est évident que tout cela sent la pourriture, d'un côté comme de l'autre. Côté gouvernement, le ministre du Travail a signalé, publiquement, qu'il ne reconnaissait pas le nouveau secrétaire général du syndicat, élu par les secrétaires des différentes sections. Ce ministre poursuivait en disant qu'il était de tradition que le gouvernement nomme les secrétaires des syndicats les plus influents du pays !

Le climat est très tendu. Cependant, j'ai la conviction que ceux qui nomment les dirigeants des partis politiques de gauche ne seront pas capables de répondre aux inquiétudes des travailleurs et du peuple. Le temps le dira.

De notre correspondant au Mexique
Relations internationales

URUGUAY

Solidaridad

Nous avons reçu les numéros 11 et 12 de « Solidaridad », organe de la Fédération anarchiste uruguayenne.

Au sommaire du numéro 10 :
• entrevue avec des compagnons de la Commission du syndicat des ouvriers boulangers. Ce syndicat est l'un des plus anciens et des plus combattifs du pays. Né en 1876, il a participé à de nombreuses luttes exemplaires. Il a notamment lutté pour les 8 heures de travail hebdomadaire, ainsi que pour d'autres revendications ;
• un article sur Buenaventura Durruti ;
• une entrevue avec le président du syndicat des travailleurs de CALFORU, coopérative agricole regroupant plus de 80 coopératives de base qui représentent environ 30 000 petits producteurs ;
• la répression et la lutte de solidarité avec les prisonniers ;
• referendum, impunité, farce et lutte populaire ;
• présentation d'un militant assassiné le 29 octobre 1974, Idilio de Leon.

Au sommaire du numéro 11 :
• un colonel tortionnaire en Uruguay ;
• une année de gouvernement de plus : faim, mensonge, répression et impunité ;
• luttes estudiantines : dirigisme ou participation ? ;
• chômage et répression ;
• Carlos et Juan Pilo, premiers prisonniers politiques en « démocratie » : un an après... ils dénoncent ;
• actions syndicales : bilan d'une année, 1988 ;
• les boulangers en grève ;
• les prisonniers en grève ;
• les prisonniers politiques aux Etats-Unis.

Vous pouvez commander ou trouver les journaux et revues de nos compagnons de par le monde à la librairie du Monde libertaire au 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Relations internationales

RFA

L'Etat criminalise à l'extrême

LE 23 février a commencé le procès autour de la mort des deux policiers, lors d'une manifestation commémorative contre l'élargissement de l'aéroport de Francfort, le 2 novembre 1986. L'Etat accuse neuf personnes en tout : deux hommes accusés du meurtre, Andreas Eichler et Franck Hoffmann ; deux hommes et une femme, d'après le fameux paragraphe 129 a (membres d'une association terroriste) ; deux autres hommes et deux femmes, d'après le paragraphe 129 « seulement » (membre d'une association criminelle). Tous risquent des peines de prison de plusieurs années. Eichler et Hoffmann risquent pour leur part la perpétuité, bien qu'aucun n'ait avoué, et que tout le procès soit basé sur une construction d'indices. Si, par exemple, l'arme du crime a été trouvée dans un sac-à-dos dans le grenier d'Eichler, il semble plus que curieux que celui-ci, se sachant observé, averti après la manifestation par un coup de téléphone anonyme (enregistré) de la mort des deux flics et de la fouille des appartements de militants connus, se soit couché tranquillement. Quant à Hoffmann, militant connu pour la rédaction de tracts, l'accusation se fonde entre autres sur une analyse linguistique douteuse, qui lui attribue un texte discutant la violence dans la lutte contre l'aéroport. Lui-même a tout nié et a refusé un maximum de dépositions, mais il a été chargé par Eichler, qui le soupçonne d'avoir mis l'arme dans son sac-à-

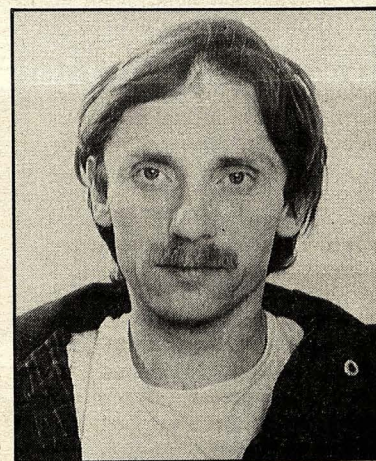
dos et d'avoir tiré aussi, déposition révoquée par la suite. La culpabilité ne sera donc pas facilement établie, et le procès risque de durer une bonne année.

Quoi qu'il en soit, les conséquences du meurtre (les perquisitions et les arrestations) étaient désastreuses et ont précipité tout le mouvement dans un tourbillon de peur et de dépositions paniquées, qu'il a su endiguer après quelques semaines, mais dont il n'est pas encore guéri. Depuis, les manifestations régulières ont cessé auprès de l'aéroport, qui n'a pas fini de s'étendre en détruisant l'espace de vie de la région Rhin-Main.

Il faut en effet replacer ces événements dans leur contexte. Les batailles, que se livraient les militants et les « promeneurs du dimanche » avec la police toutes les semaines, avaient quelque chose de rituel d'un côté, dans cette mesure la théorie de l'escalade semble plausible, mais d'un autre côté elles réussissaient à perpétuer une atmosphère de lutte qui englobait non seulement les militants « activistes » mais qui savait aussi susciter une solidarité très large pour des luttes plus actuelles contre le nucléaire notamment (Wackersdorf) et surtout pour des formes de lutte tel le sabotage (de nombreuses chutes de pylônes d'électricité !).

L'Etat faisait évidemment tout pour briser cet élan. C'est ainsi que justement des actions telles que scier les pylônes passaient

juridiquement d'un acte criminel à un acte terroriste — raison pour laquelle existe cette subtile distinction entre les accusés du paragraphe 129 dans le procès, les uns accusés d'avoir scié d'une façon délibérée avant le 1^{er} janvier 1987, les autres après cette date de modification législative. L'accusation de ces différentes accusations dans le même procès montre bien l'objectif de l'Etat de criminaliser à l'extrême toute lutte dirigée contre sa politique nucléaire et de profit. Dans cette mesure, on comprend combien la mort des deux policiers a arrangé et justifié la politique de répression.



Andreas Eichler.

Pour le procès, plusieurs groupes autonomes de la région Rhin-Main ont élaboré une plate-forme commune expliquant leur attitude et stratégie. Elle reflète la nécessité de resserrement et d'épuise-

ment pour la survie du mouvement. C'est dans cette perspective que se place ce qu'ils appellent « la discussion de trahison » (suite à la vague de répression qui a ouvert la bouche à beaucoup d'entre eux). Ils reconnaissent que cette catastrophe était due à une faiblesse générale du mouvement plus qu'à la faute des personnes concernées. Par conséquent, ça ne les intéresse pas tant si un des accusés est coupable ou non : ils refusent justement de se laisser imposer la division entre militants violents et non violents, sachant que, de toute façon, l'Etat et sa justice ne font pas de cadeau à quiconque leur résiste, même si celui-ci accepte — après — de collaborer pour sauver sa peau. Ainsi, entre la nécessité de s'épuiser et la nécessité de s'épurer, et la réalité d'une répression qui les concerne tous, ils se sont décidés à rompre avec certains de leurs camarades : ceux qui refusent de se confronter à nouveau avec le mouvement ; à manifester leur solidarité avec ceux qui l'acceptent, même après une « trahison ». Ils ne veulent pas se laisser accaparer par la dynamique propre du procès et essayer d'imposer leurs critères par le biais d'un travail de publication dirigé vers l'extérieur. Ce qu'ils retiennent comme effet d'apprentissage et ce qui nous laisse l'espoir d'un avenir : la nécessité de structures politiques organisées.

Relations internationales

« AFFAIRE RUSHDIE »

Les esclaves de Dieu

« Voilà ce qui arrive quand on heurte la conscience des croyants ! »
(Mgr Decourtray)

NÉES de la peur et de l'ignorance, puis imposées, soutenues ou tolérées par le pouvoir politique, sous toutes ses formes, qui a su voir et trouver en elles l'indispensable complice pour légitimer et perpétuer sa domination, les religions ont tour à tour connu des flambées d'intolérance identiques à celle que nous vivons aujourd'hui, ou pire encore.

Cela ne doit pas surprendre, et seuls les tartufes de l'indignation sélective s'en étonneront. Faisant reposer leur prétendue autorité divine sur des écrits fourre-tout, où des personnages historiquement discutables accomplissent des exploits de bande dessinée dans des contes à dormir debout, les Eglises — toutes les Eglises ! —

ont prétendu au rôle de « police des âmes », en souhaitant étendre leur influence au-delà du strict régiment des fidèles.

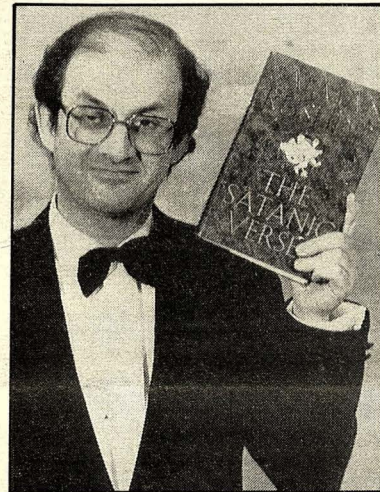
« Police des âmes »

Pensée, comportement, hygiène, sexualité, elles ont, sous couvert de morale et dans un but évident de soumission, enfermé la vie de l'individu, sous tous ses aspects, dans un carcan de contraintes et d'interdits. Et cela depuis la nuit des temps. Il est logique, et inévitable, que cette fonction première d'enrégimentement aux fins d'asservissement donne naissance, au sein de chaque Eglise, à des courants extrémistes ou radicaux.

Le succès de leurs thèses et la surabondance de fanatisme qui en découle sont affaire de lieu, d'époque et de circonstances. Aussi

est-il plaisant — ou, plutôt, navrant — de lire et d'entendre partout que les manifestations d'extrême intolérance auxquelles a donné lieu le « contrat » lancé par Khomeiny sont « d'un autre âge ». Car si la sauvagerie de l'appel au meurtre du sinistre barbu de Téhéran place aujourd'hui l'islam au premier rang des valeurs montantes de l'obscurantisme assassin, d'autres religions affichent, dans ce domaine, un palmarès enviable pour tous ceux de leurs fidèles qui aiment à hurler à la mort sous le regard bienveillant d'un dieu qui, comme chacun sait, est amour...

Ici et ailleurs, l'incendie d'une salle de cinéma, la multiplication inquiétante des sectes de tout poil et de leurs pratiques fascisantes, entre autres, nous rappellent que le bon vieux temps n'a pas rendu l'âme et que des Saint-



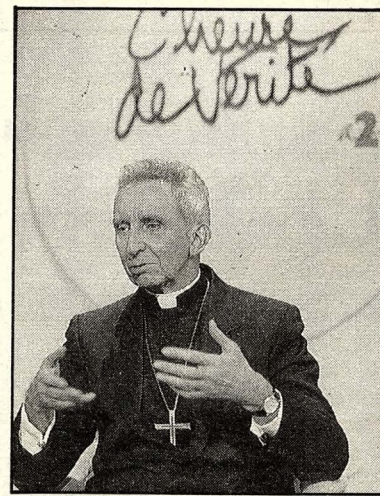
Salom Rushdie.

Barthélémy ne demandent qu'à fleurir. La faiblesse des réactions, ici en France, des représentants de l'Eglise catholique, qui se souviennent que la Terre est ronde, est à cet égard révélatrice. Révélatrice également cette affirmation d'un Decourtray qui semble légitimer la condamnation à mort pour crime de pensée et la chasse à l'homme qui s'ensuit.

De Copernic à Scorsese, la « conscience » des croyants de sa clique a souvent été heurtée. Et l'on a vu, en effet, ce que cela pouvait donner. Les tribunaux de l'Inquisition et ses bûchers, les nervis du Christ-Roi, la terreur imposée durant des siècles par la mafia apostolique et romaine le disputent dans l'odieuse aux propos et agissements d'un monde islamique galvanisé par le vieil épouvantail de Téhéran.

La « conscience » des croyants

Est-il besoin de rappeler, également, que cette « conscience »



Mgr Decourtray.

des croyants s'est accommodée de bien des saloperies, comme elle s'arrange aujourd'hui des tueries et massacres d'Irlande, du Liban et autres lieux saints.

S'agissant de l'islam, il est parfaitement incongru de ne parler de fanatisme qu'à l'occasion de l'affaire Rushdie. Car, là encore, la « conscience » des croyants, heurtée par des écrits « blasphématoires », avale sans sourciller l'élimination physique de tous les opposants à un régime où l'islam est religion d'Etat, l'enrôlement de jeunes enfants pour la guerre, la femme voilée et recluse à perpétuité, etc. Situation d'autant plus navrante que les régimes politiques des pays de l'islam profitent grandement de cette aptitude à la soumission d'hommes abdiquant toute dignité, s'abandonnant à des singeries liturgiques millénaires qui ne leur apportent jamais le pain et la liberté dont ils sont privés.

Quand on lui demande ce qu'il fait dans la vie, l'un des organisateurs de la manifestation parisienne anti-Rushdie précise qu'il



est un « esclave de Dieu ». Aussi saugrenue et lamentable qu'elle soit, cette réponse nous montre bien ce que peuvent devenir des croyants quand leur religion a le vent en poupe. Pharaons, rois, empereurs, tsars et autres despotes ont régné longtemps sur des multitudes d'esclaves qui n'avaient pas choisi de l'être. Ceux-là relevaient parfois la tête pour dire non à leurs conditions de sous-hommes et tenter de mettre à bas l'autorité suprême.

Nos esclaves modernes, ceux de Dieu, ne cessent de ramper que pour désigner et mettre à mort les incroyants. Revendiquant leur condition d'esclave, leur but est de nous imposer le silence et de nous faire partager leur esclavage.

Ennemis du fanatisme et de l'intolérance, il convient de l'être aussi des religions, qui les portent en elles comme la nuée porte l'orage.

FLORÉAL

PÉROU

La situation sociale

SUITE à notre article « Pérou : la faillite » (1), centré sur l'incapacité des partis politiques péruviens face à la crise, il nous a semblé important de revenir sur la situation sociale actuelle, où se développent des mouvements très durs en dépit de l'inflation galopante (2) et de la répression.

Le 13 octobre 1988, la CGTP (3) lançait une nouvelle grève générale de 24 heures. Cette grève fut pratiquement un échec : date mal choisie, mais surtout profond malaise des travailleurs face à ce type d'action. Dans les dernières années, rien n'a été obtenu, si ce n'est de nombreux morts, emprisonnés, licenciés... Aujourd'hui, un puissant mouvement syndical propose plutôt une grève générale à durée indéterminée pour faire aboutir les revendications, c'est le cas de plusieurs fédérations : CITE (travailleurs de l'Etat), les paysans et les mineurs.

Fonctionnaires en lutte

La Confédération intersectorielle des travailleurs de l'Etat (CITE), fondée en août 1978, regroupe actuellement plus de 500 000 fonctionnaires, soit presque la totalité. Créée sous la dictature de Morales Bermudez, la CITE se révèle être aujourd'hui une des branches les plus combatives du mouvement syndical péruvien. Plusieurs raisons à cela :

- de 1974 à 1978, les travailleurs de l'Etat ont subi une plus importante érosion de leur pouvoir d'achat (dans les autres branches, existaient des syndicats puissants), on peut l'estimer à 50% au lieu de 30% dans les autres secteurs ;
- l'augmentation des heures de travail pour la période estivale (sans compensation salariale) décidée par Alan Garcia en 1985, année de son élection ;
- l'augmentation des salaires du personnel de « confiance » (4) (c'est-à-dire apostrophe) de l'ordre de 1 000% ;
- une meilleure organisation interne et l'acquisition d'une plus grande maturité parmi les travailleurs de l'Etat, nouvellement organisés.

A la mi-janvier, débute une grève générale à durée indéterminée chez les travailleurs de l'Etat. Cette grève se poursuit à l'heure actuelle et paraît très suivie (début mars, le secteur des Postes est toujours paralysé par le conflit). Les revendications sont d'ordre économiques et politiques. L'inflation de 2 000% (5) sur un an fait apparaître toute augmentation de salaire dérisoire. Les fonc-

tionnaires demandent une homologation de leurs salaires. L'homologation correspond à une reconnaissance du profil du poste occupé, puisqu'il existe actuellement une discrimination pour un poste donné. Une personne ayant un salaire homologué est payée plus cher. Cette revendication, qui s'apparente à la reconnaissance d'une convention collective, est accompagnée de l'exigence d'un plan de carrière pour les fonctionnaires.

A côté de cela, la CITE proteste contre la répression brutale qui s'abat sur les populations. La violence politique (de tous bords) a fait 420 morts pour le seul mois de janvier. Parmi eux, le 9 décembre 1988, disparaissaient Fernando Ramirez, un des fondateurs de la CITE, travailleur au ministère des Finances et de l'Economie, et Oscar Delgado, secrétaire général du syndicat des douanes. Fernando Ramirez fut d'ailleurs retrouvé assassiné quelques jours plus tard, et on peut craindre le pire en ce qui concerne Oscar Delgado dont on est sans nouvelles.

Paysans en lutte

Les paysans, également, se mobilisent et s'organisent. Ils sont passés d'une stratégie du coup par coup à des protestations plus globales. Depuis septembre-octobre 1988, des milliers de paysans ont manifesté leur hostilité à la politique agraire du gouvernement : encadrement du crédit, remembrement, et loi sur la structuration des organisations paysannes. Le 29 et 30 septembre, la CCP (Confédération nationale des paysans) et l'ANAPA (Association nationale des parceleros) ont organisé une grève. Du 13 au 18 octobre, une nouvelle grève générale a éclaté, provoquant la mort d'un militant paysan, Geronimo Luna, membre de la communauté de Huapipampa. Pendant cette période, plusieurs villes (Carhuaz, Huaraz et Caraz) ont été coupées du reste du pays. Le 18 octobre, les communautés paysannes ont pris le contrôle du village de Yungay, exigeant la baisse des prix agricoles et des produits fertilisants. Les 6 000 manifestants ont obligé le maire et le sous-préfet à démissionner. Ce dernier, Bedor Orbegoso, fut accusé d'être responsable de la répression policière, lors du meeting du 25 septembre, où plusieurs paysans furent blessés par balle.

Dernièrement, 8 000 paysans de Ucayali ont manifesté sur la place de Pucallpa (6). L'intervention de la police fut très violente : 8 paysans furent tués et 24 blessés. En réponse à cela, une nouvelle manifestation a eu lieu, et 3 dirigeants paysans furent arrêtés : Hugo Blanco (leader trotskiste, membre du Parti d'unification Mariateguiste), Luis Tuesta et Lorenzo de Alegria. Ils seraient toujours détenus en secret dans le quartier général de la police de Pucallpa.

Dans les mines

Un conflit s'est déclenché dans les mines. Nous n'avons pas encore d'informations précises, mais nous avons appris l'assassinat, le lundi 13 février, de Saul Cantoral, secrétaire général de la Fédération des mines (de 80 000 à 100 000 adhérents).

Il est demandé à tous de soutenir les syndicalistes péruviens en protestant contre l'assassinat de Fernando Ramirez et de Saul Cantoral, la disparition de Oscar Delgado et contre la répression qui s'abat également sur tous les militants au Pérou. Pour cela, écrire à : Presidente Alan Garcia, Presidente de la Republica del Peru, Palacio de Gobierno, plaza de Armas, Lima 1 - Peru ; Ambassade du Peru, 50, rue Kléber, 75016 Paris. Pour soutenir le mouvement paysan, écrire à : Confederación campesina del Peru, plaza 2 de Mayo, n° 40, Lima, Pérou.

Patsy, Manuel, Christian et Muriel
(Gr. de Nantes)

NOTES

- (1) Monde libertaire n° 738, du jeudi 9 février 1989.
- (2) Elle a dépassé 2 000% en 1988.
- (3) Confédération générale des travailleurs du Pérou, syndicat à tendance communiste (pro-soviétique).
- (4) Directions d'administrations ministérielles.
- (5) Bilan économique et social 1988 (Le Monde).
- (6) Pucallpa : ville amazonienne située à 700 km à l'est de Lima.

DERNIÈRE MINUTE

Dimanche 26 février, un remaniement ministériel est intervenu. Villanueva, actuel Premier ministre, conserve son poste et se voit octroyer celui de ministre de l'Intérieur. Ceci, dans le but de coordonner les différents actions des ministères contre la subversion.



Manifestation, à Paris, contre la diffusion du livre de Salom Rushdie.

NOTE DE LECTURE

« La porte du fond »

ENFANTS violés, incestes, les médias se sont encore récemment abattus comme des mouches sur ces faits divers de la misère sexuelle. Si l'information autour de ces questions peut être nécessaire, elle déchaîne aussi des passions malsaines, parce que porteuses des pires idées réactionnaires sur la sexualité ou sur la peine de mort.

Et puis, dans le cadre feutré des prix littéraires, Christiane Rochefort a empoché le « Médicis » pour son livre *La porte du fond*. Les prix littéraires, histoires de gros sous entre maisons d'éditions, on s'en moque. Mais le livre de Christiane Rochefort, lui, mérite qu'on lui prête attention.

Parce qu'il parle de l'inceste, justement. Et, en d'autres termes que ceux ressassés par les médias.

Christiane Rochefort, écrivaine à la verve libertaire, grande défendeuse du droit des enfants à disposer d'eux-mêmes (complètement ignoré en 1989), chantre de l'enfance spontanément libertaire, nous ouvre cette porte du fond où vit une petite fille pertinente, affublée d'un papa pervers, attoucheur et cynique.

Une histoire sordide mais banale

Histoire sordide mais banale, de toutes celles (et ceux) qui ne disent rien mais n'en subissent pas moins, dans le sacro-saint cercle familial,

Cinéma : « Les accusés »

Le viol : « le seul crime dont la victime doit prouver son innocence ». Cette phrase élocratrice résume très brièvement le thème de ce film qui retrace la lutte courageuse d'une jeune femme, Sarah, victime d'un viol collectif et de son avocat, pour faire condamner, non seulement les violeurs, mais aussi ceux qui les ont encouragés.

Par le biais de ce film, *Les accusés*, J. Kaplan taille en pièces le regard et les nombreux rouages machistes de la justice et de la société américaine face à ce terrible fléau qu'est le viol et qui prend jour après jour des proportions considérables (un viol toute les six minutes, dont les trois quarts sont des viols collectifs) : une « transaction » permet de transformer un viol collectif en « séduction abusive », « une fille qui boit et qui fume de la marie-jeanne ne peut-être violée » (!), le délit de non-assistance à personne en danger n'existe pas, etc.

Dans une mise en scène sobre et soutenue, les deux principaux rôles tenus par des femmes sont parfaitement crédibles. L'évolution des rapports entre Sarah (Jodie Foster) fille paumée, de condition modeste, sans affection, révoltée, voulant obtenir justice et l'avocate (Kelly Mc Gillis), bourgeoise bien installée, sûre d'elle-même, n'est pas sans intérêt.

Tout dans ce film contribue à réveiller la mauvaise conscience masculine, et peut-être à permettre, comme aux Etats-Unis, de relancer le débat sur l'approche de la justice française, dont les tares n'ont rien à envier à sa sœur américaine face à ce douloureux problème. Le nombre de procès pour viol diminue en France, et pourtant...

Plus de dix ans après *L'Amour violé*, ce film constitue une salubre piqûre de rappel.

L. S.



« Les prix littéraires (...), on s'en moque. »

miséreux ou bourgeois. Ces choses-là, dont on ne parle pas d'habitude, elle ose en parler avec beaucoup d'acidité et d'humour, même si... « je n'aurais jamais cru que je pourrais trouver cela drôle ». Mais sans pornographie aucune, fantasmeurs s'abstenir.

« L'infamie qui marche », la voilà donc au quotidien, dans une drôle de guerre entre père et fille, une guerre froide d'intelligence entre oppresseur et opprimée. Car oppression il y a. Petit à petit, la fille devient femme, et les temps se mélangent, et la femme se libère en parlant avec ses amis de ce « beauf » secret, indigeste, l'infamie restée au fond d'elle-même. Pas pour se faire dorloter, mais parce que « c'est là une source de connaissance ». Et quelle connaissance, quelle révélation ! C'est là tout l'intérêt du livre, outre l'humour. Au détour d'une conversation avec un copain qui, lui-aussi (les petits garçons aussi, parfois), avait un papa pervers, la question se pose : pourquoi, après tout, ne pas l'avoir aimé, ce papa-là, cette situation-là, ce plaisir-là ? Parce que... « Y a un truc. C'est lui

le patron. Et il ne rend pas ses galons. » Et le malheur, ce n'est pas le sexe, ce n'est pas l'inceste : « le malheur, c'est le patron ».

Le pouvoir

Ainsi l'inceste est dit dans ses vrais termes : ce qui est violence, horreur, infamie, ce n'est pas la sexualité, en soi. C'est le pouvoir.

Pouvoir de l'adulte sur l'enfant, pouvoir de l'homme sur la femme (et sur des petits hommes aussi), l'obligation, l'autorité, l'oppression de l'un sur le non-vouloir de l'autre qui se soumet, patron oblige.

Si les enfants, les adolescents ont leur propre sexualité, l'inceste est l'obligation pour eux de se soumettre à une sexualité qui n'est pas la leur, qui est celle des adultes, à une situation qui n'est ni enfantine ni adolescente, qui n'est pas librement consentie.

Cette vérité-là est renforcée dans le roman par le fait que la narratrice, adolescente, sera punie précisément pour un amour libre et spontané avec un autre adulte, son oncle, alors que l'inceste parental,

oppressif et purement sexuel, ne sera jamais révélé. L'infamie, ça marche dans tous les sens.

Et puis, il y a la haine. Et, en cela, subsiste dans ce roman une ambiguïté certaine. La narratrice a envie de tuer son père, ce qui se conçoit. Certes, elle ne réclame pas de châtiment institutionnel, point n'est besoin de le guillotiner ou de lui couper le zizi. C'est une affaire de meurtre personnel. Mais jusqu'à quel point de non-écrit, de sous-entendu, Christiane Rochefort ne nous égare-t-elle pas parfois derrière la porte de la vengeance ?

Cette haine, ce compte à régler, ce meurtre inachevé du père, la petite fille le règle d'une autre manière, sans justice avec un grand « J ».

Elle ne sera pas pour autant dégoûtée du sexe, des mecs, de la vie. Car, au-delà du corps et du cœur meurtris, de sa mère perdue dans cette cause-là (inconscience d'une autre opprimée), la révolte ouvre la porte sur un espoir, autre aspect positif du livre : l'inceste, on peut s'en sortir.

Parce qu'il y a la rupture du silence, la parole prise et donnée entre opprimés du même type, le non-dit affiché comme une bande-roule, la solidarité, enfin.

Voilà donc l'inceste éclairé par la lumière d'une explication vivifiante, en des termes et écritures libertaires. Même si reste dans la bouche le goût amer d'une certaine notion inexplicable de châtiment.

Avec son style décapant, voilà un roman qui peut faire grincer des dents, mais où le vampirisme commun, banal, des familles, nous fait pousser des canines d'anarchistes.

Anne CHAUVIN
(liaison Montargis)

Lettre ouverte à Catherine Ribeiro

Il est difficile d'écrire la critique d'un disque, surtout quand il s'agit de l'obligatoire compilation de chants de la Révolution, et qu'en ce début 1989 on sature déjà ! Surtout quand c'est le disque d'une amie !

« Le chant patriotique exaltant les vertus du sacrifice » n'est pas à mon goût. Au tien non plus, je te fais confiance. « Le désir noble de répandre les idées de liberté à travers le monde » me sied davantage.

Disons-le, il faut appréhender ce disque au second degré. Avoir l'esprit « historien ». Ce qui frappe d'abord, c'est la beauté de ta voix. Et ton intelligence : tu as su mêler des chants inconnus aux « tubes » de l'époque. L'orchestration est résolument non rétro (je n'aime pas dire moderne). Voilà pourquoi j'aime ce disque. C'est pour ta voix et pour ton intelligence que je t'aime.

Dans un texte de présentation, tu écris : « Aujourd'hui, l'esprit de la Révolution souffle toujours, mais les monarchies sont encore présentes : les pays nantis, forts de leurs privilèges, n'accordent qu'avec réticence, des parcelles de libertés aux pays sous-développés. Du tiers-état au tiers monde, les grandes conquêtes de la Révolution restent à faire. » Nous sommes bien d'accord !

Catherine, je te remercie pour ce 15^e disque, déjà !

Gil CERISAY

Disque en vente à la librairie du Monde libertaire.

Sélection de programmes de Radio-Libertaire (89.4)

Jeudi 9 mars

« Les courants d'art s'envolent » (20 h 30 à 22 h 30) : avec comme invités Stark, Schurder, Lolochka, pour une rétrospective Art-cloche.

Vendredi 10 mars

« Micro-climat » (21 h à 22 h 30) : avec comme invités Catherine Sokonlisky, auteur du livre « Les tranquillisants ».

Samedi 11 mars

« Chronique syndicale » (11 h 30 à 14 h 30) : les femmes en lutte ; le SMOT.
« Blues en liberté » (22 h 30 à 24 h) : le Texas.

Dimanche 12 mars

« La matinée anticléricale » (10 h à 12 h) : émission animée par la Libre Pensée de l'Essonne et Joseph Berny sur la cathédrale d'Evry.

Mercredi 15 mars

« Femmes libres » (18 h 30 à 20 h 30) : avec François Collin, à propos du Colloque européen sur les études féministes.
« Traffic » (22 h 30 à 1 h) : avec le groupe In Vitro.



Le dernier des nihilistes

L'écrivain Thomas Bernhard, mort récemment, était sans exagération un des plus grands écrivains contemporains. Paradoxalement, la France du consensus, qui n'admet pas la moindre critique subversive, vouait un culte à cet auteur incisif, peut-être parce qu'il portait ses flèches sur une autre société, celle de l'Autriche ! Né en 1931, Bernhard a été fortement influencé durant sa jeunesse par son grand-père, l'écrivain anarchiste Johann Freumbichler. Lui-même milita un moment dans les milieux socialistes avant de se consacrer à son œuvre. Si son théâtre est un peu trop abstrait pour toucher le grand public, ses romans ont fait scandale.

Dans *L'origine* (1975), récit de son enfance, il montrait comment la très catholique Autriche passa sans états d'âme au nazisme. Dans *Le neveu de Wittgenstein* (1982), il condamnait l'exclusion et l'internement des excentriques. Aucune tare de la société autrichienne ne trouvait grâce à ses yeux ; dans un livre récent, *Maîtres anciens*, il fustigeait Vienne, ses valse, Malher et autres pâtisseries écœurantes. Ses attaques contre les conformismes avaient fini par le faire passer pour un misanthrope. Il l'était certainement, n'appréciant que la fréquentation de quelques écorchés vifs comme lui. De la poétesse Ingeborg Bachmann, il disait : « Elle avait, comme moi, trouvé très tôt déjà l'entrée de l'enfer, et elle était entrée dans cet enfer au risque de s'y perdre prématurément ». Mais ce nihiliste désespéré n'écrivait pas gratuitement. Son œuvre est placée sous le signe de la révolte ; « Résister, comme je l'ai déjà dit, exprime à mes yeux tout. Je désirais vivre en état de permanente opposition. Voilà pourquoi j'écris en prose ». Jusque dans son testament, il déclarait ne rien devoir à l'Etat autrichien de Waldheim. Cet « en-dehors » aura prouvé que l'Autriche suscite aussi des gens de conscience.

Yves (Gr. « Les Temps Nouveaux »)

GESTION COMMUNALE

Les municipalités : l'économie

Le chômage étant l'un des principaux sujets de discussion du moment, il n'est pas véritablement étonnant que le discours municipal — au propre comme au figuré — aborde ce sujet avec une constance qui rappelle certaines danses de la pluie pratiquées chez les Navajos.

S'il n'est pas dans notre intention de ricaner bêtement des louables efforts de nos élus, la lecture des bulletins communaux a de quoi laisser quand même un peu rêveur. Apprendre que votre ville doit être « un pôle de croissance » parce que « cela correspond à une nécessité nationale »..., que la création d'un « pôle de recherche » et « d'une plate-forme aéroportuaire internationale » (sic) s'imposent, a certainement de quoi laisser pantois plus d'un administré.

Derrière tous ces gargarismes, se cachent tout de même, pour les maires, de réelles possibilités d'interventions dans le domaine économique. Il faut cependant reconnaître que, la situation nationale et internationale étant ce qu'elle est, la majorité des municipalités en sont réduites à se battre pour ne pas faire fuir l'emploi de leur territoire, plutôt que de voler de triomphe en triomphe...

Mais essayons plutôt de nous rendre compte de ces fameuses possibilités d'intervention.

La recherche économique

La vocation. Ah ! la vocation ! L'inventeur de la formule aurait dû déposer un brevet ; lui au moins aurait fait fortune. Depuis une vingtaine d'années, il était d'usage d'attribuer à chaque région sa « vocation » propre. Hélas ! La dureté de l'époque a brisé net plus d'un rêve : les vocations sidérurgiques de la Lorraine, électroniques de la Bretagne occidentale ou navales de Saint-Nazaire ont pris de vieux coups sur les arêtes, depuis les réaménagements de « conjoncture » et autres.

C'est bien pourquoi les collectivités locales, déboussolées par la ruine de leurs certitudes, tentent, avec de plus en plus d'agitation, de trouver le petit rien qui fait tout et qui déterminera le nouvel avenir, la « ville de demain ».

Chacun tente donc de se regrouper avec ses plus proches voisins, pour mettre en place « l'agence de développement » — abondamment fournie en technocrates et dûment chapeautée par un « directeur » — qui résoudra la quadrature du cercle.

Chacun se sent, bien sûr, dans l'obligation de prospecter sur les marchés internationaux, et le moindre hameau se doit désormais d'avoir son chargé de mission — Corée, Etats-Unis, Japon, au choix... — qui, par un marketing d'enfer, est supposé attirer les investisseurs étrangers.

A côté de réussites économiques ponctuelles, combien de gouffres financiers et de paravents démagogiques ? En matière d'économie, la poudre aux yeux est un marché en expansion constante.

Signalons pour la bonne bouche — après tout, c'est nous qui payons, alors autant en rire — les éternels voyages d'études aux appellations chatoyantes et exotiques (« le garage des canards en Thaïlande » [1]) que s'offrent nos élus aux conseils municipaux, généraux ou régionaux. Indispensable à la bonne marche de l'économie locale...

Les petits télégraphistes

La lecture attentive des journaux régionaux est particulièrement édifiante. Il en ressort sans conteste

que l'une des principales activités de nos élus consiste à courir les couloirs des ministères, à tirer les sonnettes des conseillers techniques et à faire des pieds et des mains pour que leur cas apparaisse comme prioritaire...

C'est dire l'importance réelle de cette fameuse décentralisation !

Depuis les années soixante, date à laquelle se firent entendre les premières notes de musique sur l'air de la décentralisation (ou plutôt de la déconcentration), il n'est pas un élu local qui ne porte comme une décoration les trophées de son tableau de chasse. Untel a « décroché » une faculté, un autre une gare, une zone industrielle ou une unité de production.

Ces gesticulations montrent assez bien le caractère toujours très napoléonien des mentalités françaises :



l'Etat, grand, bon et généreux, octroyant au bon peuple qui le supplie avec assez de ferveur, l'aumône d'une largesse industrielle.

Il y aurait gros à parier que si le système n'a jamais été remis sérieusement en cause, c'est que chacun doit y gagner dans les sphères du pouvoir, et que le maire ou le député se sent gonflé comme une outre d'être « celui qui » négocie avec le grand Tarzan parisien.

A noter, avant de quitter ce domaine, que l'alternance politique de ces dernières années a bouleversé les rapports de force gouvernement/élus locaux, puisqu'à leur tour les maires de « gauche » ont pu, eux aussi, utiliser leurs amitiés politiques pour aller quémander quelques largesses. Il est d'ailleurs loin d'être évident qu'ils aient mieux réussi en ce domaine que leurs prédécesseurs gaullistes et libéraux.

Revenons à nos moutons. Dans les années 60, premières apparitions d'usines suscitées par le pouvoir central. Premières déconvenues aussi, puisque les escrocs à la prime de création d'entreprise — ceux qui plient bagages quand ils ont tout gratté — laisseront souvent des ardoises et des souvenirs cuisants.

Deuxième phase : le début de la crise dans le milieu des années 70. C'est l'heure où l'on se bat, non plus pour partager le gâteau, mais pour le conserver. Ceux qui avaient obtenu l'arrivée d'une locomotive dans leur commune et s'en étaient satisfaits, voient tout à coup les plans sociaux et autres congés de reconversion venir troubler leur euphorie. Mais, bien sûr, ils restent totalement à la merci des décideurs gouvernementaux.

Pitres d'autant plus sinistres que certains petits malins se sont (nous ont) endettés jusqu'au cou pour concrétiser la « vocation » dont ils se sentaient les tuteurs. L'effondrement de tel ou tel marché paralyse alors toute une région qui, devant supporter les emprunts

qui continuent à courir, ne peut plus que crier « au loup » et pleurnicher qu'on vienne l'aider.

Il devient alors indispensable de décrocher à nouveau de l'Etat une aide ou un contrat qui permette — quel qu'en soit le coût — de redonner vie à l'économie locale.

De la ZI au technopôle

Technopôle, c'est un peu comme de Broglie : ça fait pas net. Deux sexes, trois orthographes pour une idée qui fait planer tous les élus branchés ou supposés tels.

Pour comprendre de quoi il retourne, revenons un peu en arrière. La création des zones industrielles avait permis de regrouper, à l'extérieur des agglomérations, des activités diverses avec quelques

entreprises d'informatique, d'incitations à la collaboration recherche-développement économique, etc. C'est-à-dire, en fait, un embryon d'organisation communale de la vie économique.

Le commerce

Votée en 1973, la loi Royer, sur la réglementation des implantations commerciales, a beaucoup fait parler d'elle. Elle institue une commission départementale constituée d'élus et de commerçants, destinée à attribuer les autorisations d'ouverture.

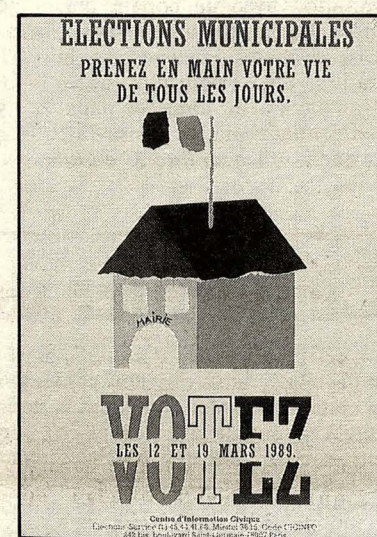
Si l'intérêt des maires (ô taxe professionnelle !) est de voir les grandes surfaces accourir sur le territoire de leur commune, celui des commerçants en place est de limiter au maximum l'arrivée de la concurrence. D'où bagarres homériques. Il est certain que l'installation des hypers, supers et autres mégamarchés, laisse les bouchers et les épiceries de quartier la langue pendante.

De plus en plus, le commerce dit « de proximité » est laissé à l'abandon, sauf à être repris par des groupes à succursales multiples. Mais, pour cause de manque de rentabilité, des lacunes de plus en plus importantes se font sentir.

C'est pourquoi, il pourrait être utile de la part des municipalités de maintenir, grâce aux deniers publics, des commerces qui, sans cela, n'atteindraient pas le seuil de rentabilité. C'est d'ailleurs une pratique qui se répand dans les villages qui se désertifient peu à peu. Mais les grandes villes, à première vue suréquipées, sont en fait très inégalement desservies.

Autre aspect du problème : les centres commerciaux. L'illusion que le commerce allait prendre la place d'une industrie défaillante a relancé la course à la construction de centres commerciaux en centres-villes.

Un excellent baromètre de l'activité économique de la ville consiste à comparer les prix de vente des commerces avec la moyenne nationale. Plus c'est cher, plus on peut affirmer que l'économie s'essouffle et prend du plomb dans l'aile.



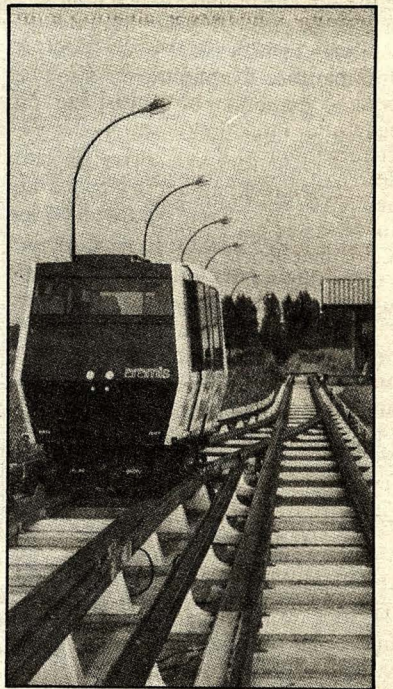
Illusion, disions-nous. C'est simple à comprendre. Une région où la seule activité consisterait à échanger des produits — le boulanger troque son steak contre des semelles de chaussures, le bistrotière se sert en fruits et légumes chez l'épicier qui lève le coude chez le débiteur de boissons en question, etc. — est sûre d'aller à sa perte dans un délai assez bref. C'est bien pourquoi on comprend avec difficulté la volonté (pour ne pas dire la lubie) de construction d'une foule de centres commerciaux plus amorphes les uns que les autres.

A déshabiller Paul pour habiller Pierre — et en dépensant au passage les deniers publics —, on finit par semer une pagaille monstrueuse

dans un domaine qui n'en avait pas vraiment besoin.

Les services publics

Nous ne répéterons pas les arguments développés il y a peu de temps dans un précédent article (5), tant sur le service public que sur ses modes de gestion. Bornons-nous à souligner la diminution de plus en plus marquée du personnel des collectivités locales.



Que ce soit par transfert au privé (privatisation) ou par non-remplacement des départs en retraite, les maires s'attachent de plus en plus à restreindre leurs charges dites de fonctionnement. Le rôle traditionnel de la mairie, productrice de services, tend de plus en plus à diminuer face à la « collectivité locale » investisseuse et créative.

A force de se prendre pour les purs produits de la cuisine de Jupiter, et à se convaincre que leurs gesticulations leur vaudraient tôt ou tard un monument en bronze, nos élus risquent de se retrouver à la fois avec des choix économiques ruineux, à force d'être géniaux, et un service aux administrés à la va-comme-je-te-pousse, pour cause de manque de moyens et de personnel.

Cette volonté délibérée de diminuer tant le coût que le service rendu — de plus en plus de maires se veulent avant tout gestionnaires — conduit nos élus à détourner à leur profit un système théoriquement non commercial : les TUC.

Votre cantonnier part en retraite ? Votre jardinier tombe malade ? Votre employée est enceinte ? Vite, un TUC...

Pourquoi se torturer pour payer (« cher ») (6) un employé qualifié, alors que deux bons gros TUC bien joufflus feront le même usage, pour un coût nul. On ose à peine rappeler qu'à l'origine, le système s'adressait aux jeunes sans qualification et leur promettait — on a cru rêver — une formation !

R. LE Y.

(1) Il s'agit bien entendu d'un exemple véridique.

(2) Une technopole (polis : ville) ou un technopôle (de pôle, quoi !), voire même un technopole (sans accent circonflexe).

(3) Pas vraiment pour les employés, mais passons...

(4) Et la suppression de l'autorisation administrative de licenciement ? Bien sûr, mais c'est pas moi qu'il faut convaincre...

(5) « Services publics et privatisation », Monde libertaire n° 737.

(6) Les « fonctionnaires territoriaux » apprécieront, c'est sûr...